



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-sixième session
Rome, 28-29 avril 1999

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À

LA RÉPUBLIQUE DE L'INDE

POUR

**LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES TERRES TRIBALES DU BIHAR ET DU
MADHYA PRADESH**

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME	iv
CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME	v
RÉSUMÉ DU PRÊT	vi
NOTE DE PRÉSENTATION	vii
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Données d'expérience	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Inde	2
DEUXIÈME PARTIE - LE PROGRAMME	4
A. La zone du programme et le groupe cible	4
B. Objectifs du programme	5
C. Composantes	6
D. Coûts et financement du programme	7
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	10
F. Organisation et gestion	10
G. Justification économique	11
H. Équité	12
I. Risques	12
J. Impact sur l'environnement	13
K. Aspects novateurs	13
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	13
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	14
ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	15



APPENDICES

I.	COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II.	PREVIOUS IFAD LOANS TO INDIA (PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA À L'INDE)	2
III.	SUMMARY DESCRIPTION OF THE PROGRAMME (DESCRIPTION SUCCINCTE DU PROGRAMME)	3
IV.	LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	7
V.	QUANTITATIVE INPUTS, TARGETS AND KEY PROGRAMME FACTORS (APPORTS QUANTIFIÉS, OBJECTIFS ET FACTEURS CLÉS DU PROGRAMME)	10
VI.	COST AND FINANCING (COÛT ET FINANCEMENT)	11
VII.	ORGANIZATION AND MANAGEMENT (ORGANISATION ET GESTION)	13
VIII.	ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS (ANALYSE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE)	16

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Roupie indienne (INR)
1,00 USD	=	42 INR
1,00 INR	=	0,0238 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

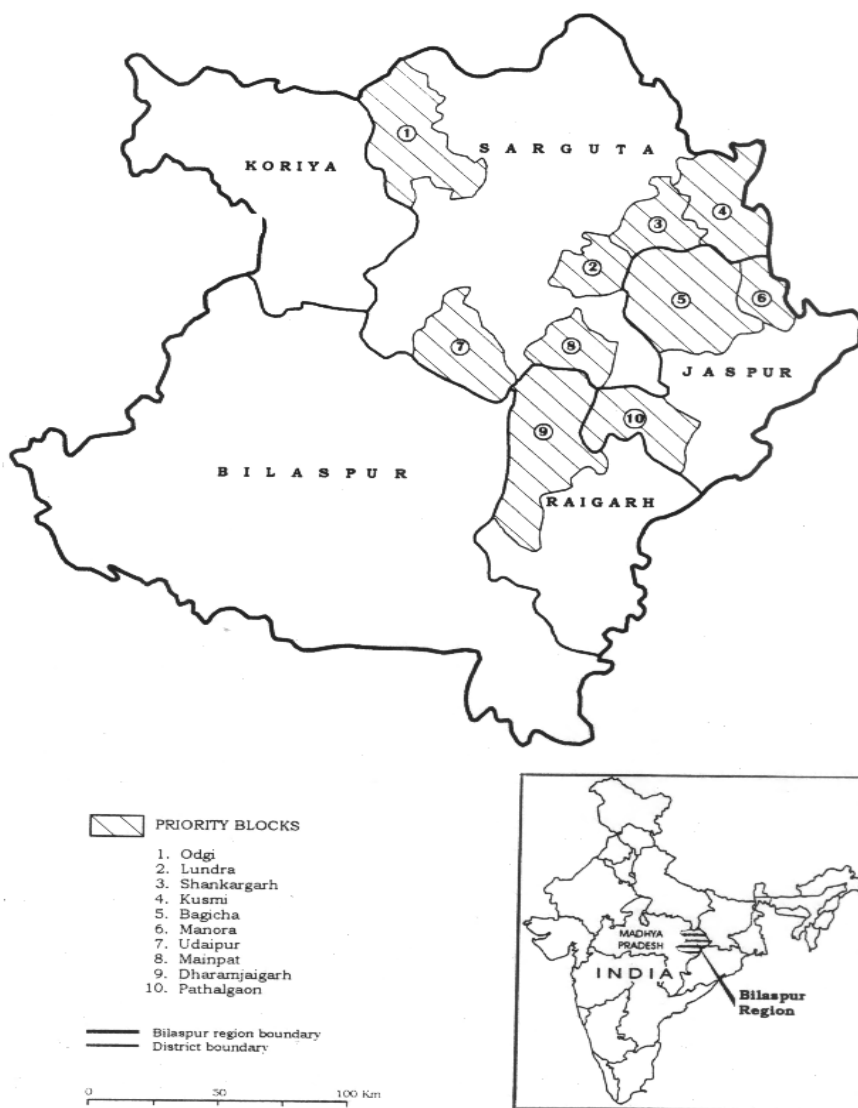
APD	Aide publique au développement
GS	Gram Sabha: assemblée villageoise
S&E	Suivi et évaluation
SDT	Société de développement tribal
TE	Tribus énumérées
UGP	Unité de gestion du programme
UMOPD	Unité de mise en oeuvre du programme au niveau du district

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'INDE

Année budgétaire

1^{er} avril - 31 mars

CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME

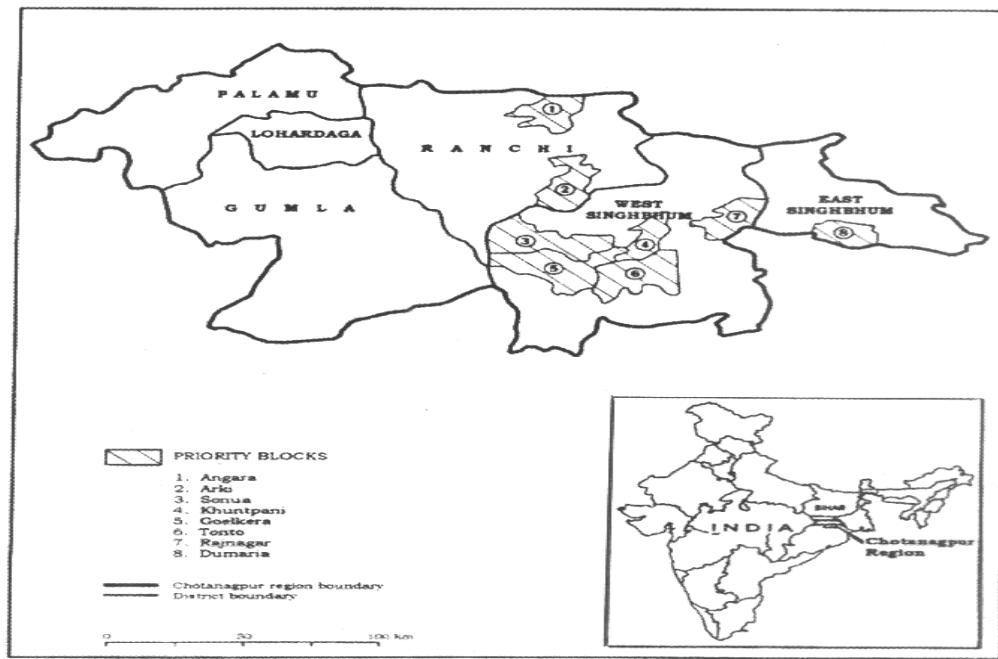


Source: Rapport d'évaluation prospective du FIDA.

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.



CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME



Source: Rapport d'évaluation prospective du FIDA.

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE DE L'INDE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES TERRES TRIBALES DU BIHAR ET DU MADHYA PRADESH

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION À L'ORIGINE DU PROGRAMME:	FIDA
EMPRUNTEUR:	La République de l'Inde
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Gouvernements des États de Bihar et de Madhya Pradesh , par l'entremise des sociétés respectives de développement tribal (SDT)
COÛT TOTAL DU PROGRAMME:	41,7 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	16,95 millions de DTS (équivalant approximativement à 23,0 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an.
COFINANCEUR:	Département du développement international (Royaume-Uni)
MONTANT DU COFINANCEMENT:	10,5 millions de USD
CONDITIONS DU COFINANCEMENT:	Don
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	4,8 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	3,4 millions de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION CHARGÉE DE LA SUPERVISION:	FIDA

NOTE DE PRÉSENTATION

Le groupe cible et la pauvreté. Le programme proposé intéressera deux des trois États de l'Inde qui comptent la plus forte proportion de population tribale: le Madhya Pradesh et le Bihar. L'adoption récente de l'amendement constitutionnel relatif à l'extension de la *Panchayats Act* aux zones "énumérées" offre l'occasion d'aider les gouvernements des États à instaurer des relations de collaboration avec les communautés tribales "énumérées" pour leur donner des moyens d'action. Les groupes cibles comprendront tous les ménages vivant dans les villages retenus, c'est-à-dire les villages, hameaux et habitations dont au moins 50% de la population totale appartiennent à des groupes tribaux, des groupes tribaux primitifs et des castes énumérées, et dans lesquels la plupart des ménages vivent au-dessous du seuil de pauvreté. On estime que le programme s'adressera à 370 000 bénéficiaires, soit 74 000 ménages répartis entre 1 370 villages. Sur ce total, près de 6 000 familles appartiennent aux groupes tribaux primitifs. On a précisément fait des tribus "énumérées" le groupe cible parce que c'est parmi elles que la proportion de pauvres est la plus élevée. Alors qu'elles ne constituent que 8% de l'ensemble de la population, elles comptent pour 40% des populations déplacées. Les taux d'alphabétisation y sont inférieurs de moitié à ceux de l'ensemble de la population et, pour les femmes rurales appartenant à ces tribus, le chiffre n'atteint que le quart environ de la moyenne nationale.

Activités du programme dont bénéficiera le groupe cible. Il s'agira de mettre au point et d'appliquer un modèle reproductible qui puisse assurer la sécurité alimentaire des ménages, et améliorer les moyens d'existence et les conditions de vie des populations tribales grâce à une utilisation durable et équitable des ressources naturelles, par le biais des mesures suivantes: autonomisation des associations populaires de base dans les groupes tribaux, accroissement de la productivité des ressources en terres et en eau, et création de possibilités de revenu non agricole, notamment pour les paysans sans terre. Le programme envisagé comportera trois grandes composantes. Dans le cadre de la composante autonomisation des bénéficiaires et développement des capacités, le programme financera une action à grande échelle de sensibilisation des groupes tribaux à leurs droits, ainsi qu'à la problématique hommes-femmes et aux questions d'équité, de renforcement des capacités juridiques et gestionnaires, et de formation technique. D'autre part, pour améliorer les moyens d'existence, il financera toutes les activités productives et les mesures d'habilitation, à savoir gestion des terres et aménagement hydraulique, ainsi que mise en valeur des bassins versants. Parmi les activités à mener à ce titre sont prévus la mise en place de petites infrastructures communales, l'amélioration des systèmes de production, le microfinancement rural, ainsi que des activités sanitaires et nutritionnelles. Dans le cadre de la composante gestion et mise en œuvre du programme seront financés les éléments suivants: dépenses de fonctionnement des sociétés de développement tribales; fonds d'assistance juridique; enquêtes de référence et études spécialisées; formation de personnel et mise au point de matériel didactique; visites d'initiation; voyages d'étude et assistance technique; enfin, dépenses afférentes au développement des capacités des organisations non gouvernementales (ONG) médiatrices et aux services d'appui qu'elles fourniront à titre contractuel.

Participation des bénéficiaires. Le programme sera principalement mis en œuvre par des institutions entre les mains des bénéficiaires. À cette fin, des assemblées villageoises (*Gram Sabha* (GS)) seront constituées pour planifier, coordonner et suivre les activités du programme. Un comité exécutif de programme sera établi par les GS; il aura pour mission d'harmoniser les divers plans locaux. Ceux-ci seront ensuite soumis aux GS pour approbation. Le programme mobilisera des ONG partenaires ayant un rôle de médiation, qui seront chargées d'aider les GS dans la mise en œuvre générale du programme. Ces ONG seront appuyées par des ONG spécialisées ou par d'autres prestataires privés de service, et par les départements techniques de l'administration publique, qui



apporteront des soutiens techniques spécifiques dans différents domaines, conformément aux besoins exprimés par les GS. Les bénéficiaires du programme seront directement associés à la mise en place et à l'utilisation d'un système participatif de recherche et de vulgarisation, fondé sur le principe d'écoles agricoles d'application (EAA) et sur un système d'apprentissage axé sur le suivi participatif. La conception même du programme a bénéficié d'activités intensives de diagnostic rural participatif, d'ateliers de concertation avec les ONG et de bilan des réalités, ainsi que de consultations poussées avec les institutions chargées de mettre en œuvre les programmes de lutte contre la pauvreté financés par le gouvernement et d'autres donateurs.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE DE L'INDE
POUR
LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES TERRES TRIBALES DU BIHAR ET DU
MADHYA PRADESH

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République de l'Inde d'un montant de 16,95 millions de DTS (équivalant approximativement à 23,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du Programme de développement des terres tribales du Bihar et du Madhya Pradesh. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il est proposé que ce programme, dû à l'initiative du FIDA, soit directement supervisé par le Fonds, du fait qu'il est fermement orienté sur la participation des bénéficiaires, l'autonomisation et le renforcement des institutions populaires, et qu'il met l'accent sur l'apprentissage par l'action.

PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA
STRATÉGIE DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. Avec une superficie de 3,29 millions de km² et une population qui dépassait en 1997 les 960 millions d'habitants, l'Inde est un vaste pays très divers. Après son indépendance en 1947, l'Inde s'est donné pour principale stratégie une industrialisation rapide, qui s'est traduite par un accroissement remarquable de l'épargne intérieure brute et de l'investissement. Le taux de croissance global, qui est resté généralement faible jusque vers 1980, a marqué une hausse à partir de 1991, quand a été lancé le processus de libéralisation d'une économie précédemment fermée et fortement réglementée. Mais la croissance s'est ralentie au cours des années 1997-1998. L'agriculture demeure le principal pilier de l'économie des pauvres et nourrit 75% de la main-d'oeuvre rurale. Malgré cette étroite dépendance, la vie des deux tiers des agriculteurs indiens reste suspendue à des moussons capricieuses.

2. L'enquête sur les dépenses de consommation des ménages effectuée en 1993-1994 montre que près de 40% de la population indienne vit au-dessous du seuil de pauvreté tel que défini par les autorités nationales, ce qui représente plus de 325 millions de personnes. Plus de 280 millions d'entre elles vivent dans les zones rurales. Sur l'effectif total des pauvres dans le monde, soit 1,3 milliard, environ 27% vivent en Inde. Si l'on considère les groupes sociaux indiens, ce sont les tribus énumérées (TE) qui comptent la plus forte proportion de pauvres (54%). Quoique la population tribale ne représente qu'environ 8% de la population totale, elle totalise 40% des populations déplacées. En 1991, le taux d'alphabétisation dans les TE n'était que de 24%, et de 13% chez les femmes tribales, contre 52% pour l'ensemble de la population.

¹ Pour plus de précisions, voir l'appendice I.



3. L'Inde compte environ 532 TE qui parlent plus d'une centaine de langues différentes, chacune des tribus ayant sa propre identité ethnique et culturelle. En 1991, l'effectif des TE du pays était d'environ 68 millions de personnes, soit 8% environ de la population totale. Le Madhya Pradesh abrite 23% de la population tribale du pays et le Bihar environ 10%. Les tribus et les groupes de populations tribales se sont vu accorder des droits spéciaux et une protection au titre de l'article 342 de la Constitution indienne. Au titre de l'article 275, le gouvernement central apporte une assistance financière spéciale aux États pour la mise en oeuvre de plans de développement des TE.

4. Malgré l'importance des ressources allouées et la pléthore de programmes, l'impact de l'action gouvernementale visant à relever le niveau de vie des populations tribales reste limité. Au nombre des initiatives récemment prises par le gouvernement pour assurer le développement des populations tribales, l'extension de la loi sur les *Panchayats* aux zones énumérées, en 1996, marque une étape majeure, en ce qu'elle délègue aux communautés tribales des pouvoirs permettant de mieux maîtriser leur propre développement et de gérer leurs ressources naturelles. Chacune des *Gram Sabha* (GS) est par ailleurs habilitée à exercer un contrôle sur les institutions et sur les fonctionnaires, dans tous les secteurs de la société, et un pouvoir décisionnel sur les plans et sur les ressources affectées à ces plans, y compris les plans tribaux locaux.

B. Données d'expérience

5. Le FIDA a financé, depuis 1979, 13 projets en Inde, pour un montant total de quelque 345 millions de USD. Parmi ces projets, quatre visaient spécifiquement la population tribale. Les principaux enseignements tirés de la mise en oeuvre des projets de développement tribal sont les suivants: i) pour que les interventions soient durables, l'accent doit être placé sur l'autonomisation, le développement des institutions populaires et le renforcement des capacités locales; ii) les communautés manifestent un degré encourageant de réactivité lorsque les changements proposés répondent à leurs besoins; iii) alors que l'incidence de la pauvreté est la plus forte dans les régions d'agriculture pluviale où vivent la plupart des groupes de population tribale, les projets n'ont pas accordé suffisamment d'attention à la recherche et la vulgarisation dans ces zones; iv) le manque d'accès au crédit officiel et le niveau très élevé de l'endettement dans le secteur informel constituent souvent les principaux obstacles à l'amélioration du niveau de vie des populations tribales; v) les structures et les procédures des organisations gouvernementales présentent un degré élevé de rigidité; celles-ci ont souvent du mal à s'adapter à une approche participative et pilotée par la demande; enfin vi) la plupart des communautés tribales méconnaissent les droits que leur confère la législation, et il faut donc les initier à ces aspects juridiques.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Inde

6. **Politique nationale indienne de lutte contre la pauvreté.** Depuis plusieurs décennies, l'Inde consacre des sommes relativement importantes à ses programmes de lutte contre la pauvreté. En 1990-1991, 5,5% des dépenses budgétaires totales du gouvernement central ont été consacrées à ces programmes. Cette proportion est passée à 8% en 1993-1994, et s'est plus ou moins stabilisée à ce niveau. Une large fraction des affectations budgétaires totales du gouvernement central sert à financer des subventions alimentaires, qui représentent pour près de 40% des programmes antipauvreté. À l'exception de deux États - l'Andhra Pradesh et le Kerala - l'incidence des subventions alimentaires sur la vie des pauvres est limitée. Les programmes d'emploi rural ont connu une croissance rapide ces dernières années et reçoivent une part des allocations centrales équivalente à celle du programme de subvention alimentaire. Le Programme de développement rural intégré vise à favoriser l'emploi indépendant, grâce au crédit bancaire et au versement par le gouvernement de primes uniques. Ce programme vise exclusivement les ménages vivant au-dessous du seuil de pauvreté, et donne la priorité aux castes énumérées, aux tribus énumérées et aux femmes.



7. Dans pratiquement tous les programmes de lutte contre la pauvreté, la présence de "bénéficiaires abusifs" et de "pauvres laissés pour compte" témoigne d'erreurs de ciblage. Certaines études montrent que les laissés pour compte sont beaucoup plus nombreux que les bénéficiaires abusifs. En outre, l'accès des pauvres à l'éducation et aux services de santé reste très insuffisant en Inde. En pratique, les dépenses publiques d'éducation ne profitent que très peu aux pauvres, et de ce fait la scolarisation et les niveaux de réussite des enfants issus des ménages les plus pauvres sont très inférieurs à ceux des enfants plus nantis. Les pauvres sont considérablement plus exposés au risque de tomber malades que les riches et en particulier d'être victimes des maladies infectieuses. Les pauvres appartenant aux castes énumérées ont une espérance de vie très réduite. Tant qu'un régime de subventions importantes et non ciblées sera maintenu, les ressources budgétaires susceptibles d'être affectées à des services sociaux essentiels resteront vraisemblablement faibles, de même que la quantité et la qualité de ces services.

8. Le document d'orientation établi par le gouvernement pour le neuvième plan quinquennal (1997-2002) reconnaît la nécessité de poursuivre l'action directe de l'État dans la lutte contre la pauvreté, met l'accent sur l'autonomisation des castes énumérées, des tribus énumérées et des minorités primitives du pays, encourage les groupes d'auto-assistance à pratiquer l'épargne et vise à prévenir l'aliénation des terres tribales. Ce document attribue à l'esprit d'initiative et à la participation un rôle déterminant dans le processus de développement, et reconnaît que le gouvernement devrait pour sa part s'attacher à faciliter le processus de participation populaire en créant les infrastructures institutionnelles appropriées. Il donne priorité à la promotion d'institutions participatives, comme les *Panchayats Raj*, et préconise une réduction progressive du rôle paternaliste de l'État.

9. **Activités de lutte contre la pauvreté financées par d'autres donateurs importants.** L'aide publique au développement (APD) représente environ 18% du budget de développement de l'Inde. Or, en privilégiant l'investissement dans le secteur social et les apports novateurs, l'APD a pu jouer un rôle catalytique. Ces dernières années, l'Inde a reçu, en moyenne annuelle et en chiffres bruts, environ 3 milliards de USD au titre de l'APD. Le groupe de la Banque mondiale est le principal contributeur, par le volume de son aide, avec en moyenne plus de la moitié du total. L'aide de la Banque mondiale à l'Inde s'est nettement recentrée ces dernières années sur le secteur social, en particulier sur l'éducation et la santé. L'agriculture reçoit encore une part relativement importante, tandis que les efforts en faveur des programmes de lutte contre la pauvreté s'intensifient. Parmi les autres grands donateurs bilatéraux, le Fonds de coopération économique d'outre-mer (Japon) concentre principalement ses apports sur les secteurs de l'énergie et du transport. La coopération allemande au développement abandonne manifestement les projets de grands travaux ou de haute technologie au profit du secteur social, et plus particulièrement de la lutte contre la pauvreté. Le Département du développement international (Royaume-Uni) concentre son programme d'aide sur l'appui aux initiatives gouvernementales de lutte contre la pauvreté en privilégiant les services essentiels comme la santé et l'éducation, l'eau et l'assainissement, et les services urbains, notamment l'amélioration de l'habitat dans les quartiers insalubres. La plupart des organismes donateurs axent leur coopération au développement, en Inde, sur la pauvreté. Nombre d'entre eux appuient activement la micro-entreprise, le microfinancement, les soins de santé primaires et l'éducation, ainsi que l'aménagement des zones d'agriculture pluviale.

10. **Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Inde.** La société indienne est extrêmement complexe et stratifiée. Cette stratification facilite la définition de niches stratégiques, et l'identification et la sélection de groupes cibles. L'ouverture relative du système politique et social de l'Inde, les garanties constitutionnelles de protection des minorités et des groupes défavorisés, et l'abondance relative des organisations non gouvernementales (ONG) et autres partenaires de la société civile forment, ensemble, un cadre suffisamment large pour susciter la participation des bénéficiaires, développer les institutions populaires et en fin de compte autonomiser la clientèle visée.



11. Compte tenu de ce qui précède, la stratégie de prêt adoptée par le FIDA en Inde s'attache à: i) concentrer les investissements sur les créneaux qui, en cas de succès, pourront faire l'objet d'interventions à plus grande échelle appuyées par le gouvernement, et par les institutions internationales de financement et les organismes bilatéraux plus puissants; ii) exploiter les perspectives ouvertes récemment par l'autonomisation des organismes locaux, et en particulier la dévolution de pouvoirs aux GS pour démarginaliser les pauvres; iii) intégrer judicieusement les groupes d'auto-assistance dans les GS afin d'instaurer une synergie entre progrès économique, développement institutionnel et autonomisation; iv) privilégier l'agriculture pluviale, dans le cadre d'une stratégie d'aménagement des bassins versants et de gestion globale des ressources naturelles, justifiée par la prépondérance de la pauvreté dans les zones non irriguées; enfin v) cibler la population rurale appartenant aux tribus et aux castes énumérées, et les femmes, compte tenu de la forte incidence de la pauvreté parmi ces groupes, de leur vulnérabilité et de leur statut social généralement inférieur.

12. **Raison d'être du programme.** En termes de pauvreté, d'illettrisme, de mauvais état nutritionnel et sanitaire, de manque d'accès aux services sociaux et techniques, la population tribale demeure l'une des fractions les plus défavorisées de la société indienne. Elle est confrontée au double problème d'une base de ressources limitée et d'une faible productivité agricole, aggravée par l'absence de mesures de conservation des sols et des eaux. Cette conjoncture ainsi que la forte fluctuation des revenus contraignent les ménages tribaux à emprunter aux négociants et aux prêteurs sur gage ce qui les enferme dans le cercle vicieux de l'endettement chronique. Les initiatives de développement menées jusqu'ici dans les zones tribales à l'initiative du gouvernement ont davantage encouragé la dépendance qu'elles n'ont construit les bases de l'autonomie. Il est nécessaire de débarrasser le processus de développement de ses aspects bureaucratiques et de faire participer plus effectivement les collectivités locales à la planification et à l'exécution de programmes de développement à l'échelon local.

13. Les perspectives de développement sont prometteuses. Les valeurs tribales traditionnelles sont encore fermement enracinées dans les communautés. Celles-ci peuvent être revitalisées et renforcées, et une approche nuancée devrait permettre de promouvoir les principes de planification et d'action communautaires. En outre le gouvernement s'est montré disposé à instaurer l'environnement favorable nécessaire en appuyant activement la décentralisation et la dévolution de pouvoirs aux GS. Les ONG s'attachent actuellement à introduire des processus participatifs, démarche des plus encourageantes.

DEUXIÈME PARTIE - LE PROGRAMME

A. La zone du programme et le groupe cible

14. Le programme couvrira certains secteurs choisis dans trois districts du Madhya Pradesh (Jashpur, Raigarh et Sarguja) et un nombre égal de districts du Bihar (Ranchi, East Singhbhum et West Singhbhum). Au Madhya Pradesh et au Bihar, 17 et 12 secteurs, respectivement, ont été identifiés pour y lancer les activités du programme au cours des trois premières années. Le programme bénéficiera à environ 1 370 villages naturels, dont 170 villages de groupes tribaux primitifs et 390 villages forestiers.



15. La pauvreté est à la fois profonde et très largement répandue dans la zone d'intervention. Dans la partie concernée au Bihar, plus de 63% de la population rurale tribale totale vit au-dessous du seuil de pauvreté absolue. Pour les secteurs visés du Madhya Pradesh, la proportion de personnes vivant dans la pauvreté absolue en 1991-1992 était d'environ 77% à Sarguja et 56% à Raigarh. Globalement, la malnutrition, la mauvaise santé, la paupérisation, la marginalisation et la vulnérabilité tendent à progresser dans la zone du programme. Dans certains secteurs, l'aliénation des terres est complète, et les ménages tribaux y sont parmi les plus pauvres. En outre, la déforestation, la dégradation des terres et l'accroissement de la population ont aggravé la vulnérabilité des populations tribales en compromettant leur base de ressources et leurs moyens d'existence. La zone du programme se caractérise aussi par les migrations saisonnières massives.

16. Les taux d'alphabétisme des hommes s'établissent entre 18 et 44%, tandis que pour les femmes ils ne sont que de 6 à 16%. Le taux d'alphabétisme dans les groupes tribaux primitifs est encore plus bas, avec tout juste 5% chez les Pahari Korwas, tandis qu'il est presque nul chez les femmes. La plupart des tribus des zones du programme sont aussi atteintes par des maladies graves, comme la tuberculose, la lèpre et la malaria. Environ 68% des femmes enceintes ou allaitantes souffrent d'anémie. Les carences sévissent chez les enfants d'âge préscolaire, dont 60% accusent une insuffisance pondérale et 25% une insuffisance pondérale grave.

17. L'agriculture, dans la zone du programme, est principalement pluviale avec une seule récolte. Environ 8% seulement des terres cultivées dans la zone du programme au Bihar, et 4% au Madhya Pradesh, sont irriguées. Pratiquement tous ceux qui vivent dans la ceinture forestière, ou à proximité, dépendent de la collecte de produits forestiers non ligneux pour la consommation et la vente. L'élevage qui constitue un élément important du système de production est pleinement intégré à la production végétale. Il assure aussi une réserve de liquidités. Le travail salarié, dans les villages ou à proximité, et dans le cadre de migrations saisonnières qui se font dans des conditions précaires, apporte un complément de ressources. On estime que le ménage tribal moyen, dans le système d'agriculture des hautes terres, ne peut satisfaire que 20 à 40% de ses besoins alimentaires; dans le système mixte, 30 à 40%; et dans les systèmes de bas-fonds, entre 50 et 70%. Le niveau d'endettement des ménages tribaux est très élevé, et ils dépendent essentiellement de prêteurs sur gage. Environ 58% des ménages tribaux du Bihar et 47% de ceux du Madhya Pradesh sont endettés. De ce fait, la majorité des populations tribales sont prises au piège de l'endettement, qui peut aller jusqu'à entraîner un quasi-asservissement.

18. S'inspirant de l'expérience de projets et programmes antérieurs de développement tribal en Inde, le programme proposé sera axé sur la lutte contre la pauvreté par le biais de l'autonomisation et de la prise en compte des sexospécificités. Plus précisément, le groupe cible se composera de l'ensemble des ménages des hameaux, habitations et villages des microbassins versants sélectionnés, dont au moins 50% de la population appartiennent à des groupes tribaux, des groupes tribaux primitifs et des castes énumérées, et où la majorité des familles vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Les populations tribales et non tribales feront partie du groupe cible, mais la population tribale y sera majoritaire. Le programme sera centré sur les plus pauvres et les plus vulnérables, à savoir i) les femmes, les jeunes et les enfants des groupes tribaux; ii) les groupes tribaux primitifs et les cultivateurs des collines; iii) les castes énumérées; et iv) les ruraux sans terre, les paysans marginaux et les petits agriculteurs.

B. Objectifs du programme

19. Le programme a pour objectif de développer et mettre en oeuvre un modèle reproductible qui puisse assurer la sécurité alimentaire des ménages et améliorer les moyens d'existence, ainsi que la qualité générale de vie des populations tribales, grâce à une utilisation durable et équitable des ressources naturelles. À cet effet, le programme se propose de: i) renforcer les moyens d'action des



associations populaires tribales et des groupes d'utilisateurs, notamment des femmes et d'autres groupes marginalisés, de façon à ce qu'ils soient mieux préparés à planifier, mettre en oeuvre et gérer leur propre développement, et à négocier avec les autorités compétentes la mobilisation des ressources nécessaires; ii) encourager les activités qui génèrent des accroissements durables de la production et de la productivité des ressources en eau et en terres; et iii) créer de nouvelles sources de revenu hors du secteur agricole, en particulier pour les ruraux sans terre.

C. Composantes

20. Le programme adoptera une approche à la fois souple, évolutive et axée sur la demande, qui permettra aux bénéficiaires de déterminer leurs activités prioritaires et, avec une certaine aide extérieure, de réunir les ressources nécessaires à une mise en oeuvre effective. Dans cette optique, l'estimation des activités est purement indicative. Les interventions du programme proposé ont été groupées en trois principales composantes: autonomisation et renforcement des capacités des bénéficiaires; amélioration des moyens d'existence; et gestion et mise en oeuvre du programme.

21. **Autonomisation et renforcement des capacités des bénéficiaires.** Dans le cadre de l'initiative *Panchayats Raj*, le programme financera une vaste campagne de sensibilisation aux droits des populations tribales et aux questions relatives à la problématique hommes/femmes et à l'équité. Il est aussi prévu de renforcer les compétences gestionnaires des membres des GS par des sessions de formations, des visites d'échange et des voyages d'étude. L'étude de la législation applicable aux populations tribales, la constitution d'un fonds d'assistance juridique pour faire valoir les droits des ménages tribaux et les honoraires de volontaires issus de la base populaire seront financés. Des fonds seront consacrés à l'élaboration d'une stratégie concernant la problématique hommes/femmes et l'équité et à la sensibilisation de tous les intéressés. En outre, une formation technique sera dispensée aux ménages bénéficiaires, parallèlement aux activités intéressant directement les cultures, l'élevage, la pêche, et la conservation des sols et des eaux. La formation technique portera notamment sur la mise au point de techniques par les agriculteurs, dans le cadre de la création d'écoles agricoles d'application (EAA). Le programme financera l'assistance technique nationale et internationale.

22. **Amélioration des moyens d'existence.** Le programme instituera un fonds de gestion des terres et des eaux qui servira à financer des mesures de conservation des terres et des eaux, de gestion de l'irrigation, l'approvisionnement en eau potable et la réalisation de pistes d'accès et de routes rurales. Le programme soutiendra aussi des institutions officielles de recherche et les universités agricoles des États qui mèneront des projets de recherche adaptative demandés par les bénéficiaires au cours des sessions en école d'application. La recherche sur les technologies culturales visera à constituer un éventail d'options. L'accent devra être placé sur la sélection et la multiplication des variétés retenues avec la participation des agriculteurs afin que les caractéristiques végétales correspondent aux préférences des cultivateurs. Le programme devra trouver les moyens d'assurer en temps utile la disponibilité des semences, et appuiera les initiatives communautaires de gestion forestière. Dans ce cadre général, le programme appuiera la création de pépinières et les recherches forestières sur place qui bénéficieront directement aux ruraux sans terre et aux groupes défavorisés (principalement les femmes et les porteurs) que la fermeture de l'accès aux forêts les premières années pénaliserait. Le programme financera aussi les activités agricoles et forestières collectives.

23. En matière d'élevage, le programme aura pour stratégie d'appuyer les systèmes d'élevage villageois existants. A cet effet, il financera aussi bien la formation d'animateurs de village que la constitution d'un petit fonds qui permettra de disposer de la trésorerie nécessaire à l'achat de vaccins et de médicaments vétérinaires de première urgence. Dans le cadre de la sous-composante aquaculture, les activités ci-après seront vraisemblablement sélectionnées: aquaculture artisanale, avec les moyens du village; production de frai et élevage d'alevins; système de transport du frai, avec aération par des techniques simples; et développement des possibilités de production de poisson dans



les rizières, les plans d'eau saisonniers et des étangs communautaires permanents. Les femmes, les ruraux sans terre et les agriculteurs marginaux se verront offrir des options leur facilitant l'accès à l'aquaculture, principalement centrées sur l'élevage de poissons, le transport du frai et la pisciculture sur l'exploitation.

24. C'est en favorisant les groupes d'auto-assistance que l'on s'efforcera d'établir des services financiers ruraux viables dans la zone du programme. Il faudra pour cela mobiliser des fonds, principalement en encourageant l'épargne des adhérents, qui sera complétée par un capital de démarrage, et en constituant des regroupements de groupes d'auto-assistance. Le programme élaborera aussi un mécanisme alternatif de services financiers communautaires, financera des services de santé et de nutrition, ainsi que le recrutement et la formation de volontaires sanitaires villageois et de sages-femmes traditionnelles. Il fournira aussi des trousseaux médicaux de base et créera des dispensaires mobiles. Les travailleurs sanitaires villageois animeront par ailleurs un programme d'éducation nutritionnelle.

25. **Gestion du programme.** Dans le cadre de la Société de développement tribal (SDT) qui sera créée dans chacun des États, le programme financera une unité de gestion du programme (UGP) et deux unités de mise en oeuvre du programme au niveau du district (UMOPD); le programme apportera aussi à des ONG des financements afin de leur permettre de mobiliser la participation des communautés bénéficiaires à la mise en oeuvre du programme, tout en renforçant, dans les domaines de la gestion et des différentes techniques, les compétences du personnel des ONG médiatrices. Des fonds ont aussi été prévus pour tenir des ateliers annuels d'examen avec les bénéficiaires, des ateliers interprogrammes sur les groupes d'auto-assistance et l'échange d'expérience, ainsi que pour consolider les rapports de travail avec les donateurs, les ONG et les personnels gouvernementaux. Le programme appuiera la mise en place d'un système de suivi et d'évaluation, notamment l'adoption d'un système informatisé de gestion du programme, la réalisation d'études de référence, des évaluations intérimaires et des études d'impact.

D. Coûts et financement du programme

26. Le coût total du programme, sur huit ans, y compris les provisions pour aléas, les droits et les taxes, est estimé à 41,7 millions de USD. Les provisions pour aléas financiers en devises ont été calculées sur la base d'une inflation annuelle en USD conforme aux plus récentes estimations de la Banque mondiale pour l'Inde. Sur ce total, le coût pour le Madhya Pradesh a été estimé à 25,7 millions de USD et pour le Bihar à 15,9 millions de USD. Le coût global du programme est récapitulé au tableau 1. La principale composante est celle relative aux activités d'amélioration des moyens d'existence, et représente 61% des coûts totaux.

TABLEAU 1 - RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROGRAMME^a
(en milliers de USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
A. Autonomisation et renforcement des capacités des bénéficiaires					
Renforcement de la planification et de la gestion	3 108	190	3 298	6	9
Renforcement des capacités techniques	1 512	1 366	2 878	47	8
Total partiel	4 619	1 566	6 175	25	17
B. Amélioration des moyens d'existence					
Gestion des terres et des eaux	10 390	1 063	11 454	9	32
Aménagement forestier communautaire	2 357	152	2 509	6	7
Amélioration des systèmes de production	4 585	382	4 967	8	14
Services sanitaires et nutritionnels	3 034	204	3 238	6	9
Total partiel	20 366	1 802	22 168	8	61
C. Gestion du programme					
SDT – UGP	1 597	169	1 766	10	5
SDT - Unité de mise en oeuvre au niveau du district	1 851	195	2 046	10	6
Soutien des ONG	3 740	425	4 165	10	11
Total partiel	7 188	787	7 977	10	22
Total des coûts de base	32 173	4 147	36 320	11	100
Provision pour aléas d'exécution	1 826	204	2 030	10	6
Provision pour aléas financiers	2 915	399	3 314	12	9
Total des coûts du programme	36 914	4 750	41 664	11	115

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

27. Le prêt du FIDA, de 23,0 millions de USD, financera 55% du total des coûts du programme, tandis que les Gouvernements du Bihar et du Madhya Pradesh apporteront 4,8 millions de USD (12%), et les bénéficiaires 3,4 millions de USD (8%). Le solde, à savoir 10,5 millions de USD (25%), sera financé par le Département du développement international (Royaume-Uni). Sur le montant qu'il est proposé que le Gouvernement indien prenne à sa charge, environ 2,5 millions de USD correspondront à des dégrèvements de droits et de taxes.

TABLEAU 2 - PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

	FIDA		Gouvernement		Bénéficiaires		Cofinanceur		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Autonomisation et renforcement des capacités des bénéficiaires													
Renforcement de la planification et de la gestion	2 537	69,7	193	5,3	-	-	910	25,0	3 641	8,7	218	3 322	101
Renforcement des capacités techniques	1 786	58,4	648	21,2	-	-	624	20,4	3 059	7,3	1 439	1 552	68
Total partiel	4 324	64,5	841	12,6	-	-	1 535	22,9	6 700	16,1	1 657	4 874	169
B. Amélioration des moyens d'existence													
Gestion des terres et des eaux	7 091	52,0	1 800	13,2	1 252	9,2	3 494	25,6	13 638	32,7	1 293	11 135	1 210
Aménagement forestier communautaire	1 032	34,3	261	8,7	1 224	40,7	488	16,3	3 005	7,2	186	2 643	175
Amélioration des systèmes de production	3 019	51,2	672	11,4	872	14,8	1 333	22,6	5 897	14,2	468	5 012	417
Services sanitaires et nutritionnels	2 458	67,4	237	6,5	-	-	952	26,1	3 646	8,8	244	3 295	107
Total partiel	13 599	51,9	2 971	11,3	3 348	12,8	6 268	23,9	26 186	62,8	2 191	22 086	1 910
C. Gestion du programme													
SDT – UGP	1 173	60,3	151	7,8	-	-	620	31,9	1 944	4,7	194	1 665	85
SDT -Unité de mise en oeuvre au niveau du district	1 576	69,1	143	6,3	-	-	560	24,6	2 280	5,5	231	1 954	95
Soutien des ONG	2 328	51,1	671	14,7	-	-	1 556	34,2	4 555	10,9	477	3 850	228
Total partiel	5 077	57,8	965	11,0	-	-	2 737	31,2	8 779	21,1	902	7 469	407
Décaissement total	23 000	55,2	4 777	11,5	3 348	8,0	10 539	25,3	41 664	100,0	4 750	34 429	2 486

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.





E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

28. La passation des marchés se fera conformément aux procédures agréées par le FIDA. Comme les activités du programme seront pour l'essentiel de faible envergure, elles ne dépasseront pas la capacité de gestion des communautés tribales et resteront dans les limites des procédures de consultation de fournisseurs à l'échelon national. Les procédures d'appel à la concurrence locale s'appliqueront à la passation des marchés pour tous les biens ou services dont la valeur est équivalente ou supérieure à 25 000 USD. Elles s'appliqueront surtout aux marchés relatifs aux véhicules et au matériel de bureau. Les articles d'une valeur équivalente ou supérieure à 10 000 USD, et inférieure à 25 000 USD, feront l'objet de procédures de consultation d'au moins trois des fournisseurs locaux. Les articles d'un coût inférieur à 10 000 USD (à l'exception des travaux de génie civil) pourront faire l'objet de commandes directes. Les contrats annuels, qui seront signés entre les sociétés de développement tribal et les ONG, stipuleront les méthodes de passation des marchés qu'adopteront les ONG avec l'agrément du FIDA. De même, il sera appliqué aux prestations d'assistance technique des procédures agréées par le FIDA. Tout contrat d'une valeur estimative d'au moins 100 000 USD devra recevoir l'accord préalable du FIDA.

29. Les décaissements s'étaleront sur une période de huit ans, à compter de juin 1999. Un financement rétroactif à hauteur de 500 000 USD est prévu pour les activités préparatoires à compter du 1er décembre 1998. Des états financiers et des comptes séparés pour les dépenses du programme seront tenus par chacune des institutions concernées, à savoir les SDT, les UGP, les UMOPD, les ONG, les autres prestataires de services, les communautés villageoises, etc. Toutes les demandes de décaissement seront établies par les UMOPD et seront regroupées par les SDT. Les prélèvements sur le compte du prêt correspondant aux contrats d'une valeur équivalente ou inférieure à 20 000 USD pourront être opérés sur présentation d'un état certifié de dépenses. Un compte spécial, sur lequel sera déposé une allocation autorisée de 2 millions de USD, sera ouvert auprès de la Reserve Bank of India.

30. Les comptes des SDT, de ses membres et des UMOPD seront vérifiés par des experts-comptables et par le commissaire aux comptes de l'État indien. Ils seront récapitulés dans deux états distincts, l'un pour le Bihar et l'autre pour le Madhya Pradesh, qui seront soumis au FIDA par le truchement du Ministère de la justice sociale et de l'autonomisation. Des copies certifiées des rapports de vérification des comptes et des états financiers, accompagnées d'un avis séparé sur les états de dépenses, seront transmises au FIDA au plus tard six mois après la fin de chaque exercice budgétaire. Les ONG soumettront leurs états financiers vérifiés, sous une forme agréée par les SDT. Ces états financiers distingueront les dépenses encourues dans le cadre du programme des dépenses générales des ONG. Une vérification par sondage des comptes du comité exécutif des projets des GS sera effectuée par les SDT, qui s'assureront les services d'experts-comptables agréés pour ce faire. Les premières années, les ONG procéderont à la vérification régulière des comptes des groupes d'auto-assistance, et soumettront un état récapitulatif aux UMOPD.

F. Organisation et gestion

31. A l'échelon des villages, les GS seront chargées, en tant qu'unité de base de la planification, de la coordination et du suivi des activités du programme. Les GS établiront un comité exécutif qui aura pour tâche de regrouper les divers plans locaux proposés. Ceux-ci seront alors soumis aux GS pour approbation. La responsabilité globale de la mise en oeuvre du programme incombe à une SDT, établie dans chacun des États, en tant qu'entité autonome. Le Conseil d'administration de la SDT, constitué de représentants du gouvernement et des ONG exerçant un rôle de médiation, élargira progressivement sa composition aux représentants des bénéficiaires. Sous l'égide de la SDT, une UGP et deux UMOPD seront établies et dotées d'une équipe de spécialistes de la gestion pour s'acquitter des fonctions requises. À l'échelon gouvernemental, une cellule de suivi, établie au sein du



Ministère de la justice sociale et de l'autonomisation, sera chargée de superviser l'avancement général du programme et de faciliter l'échange d'expérience entre les deux États. Les SDT s'assureront les concours d'ONG partenaires chargées de médiation, qui seront responsables d'aider les GS dans la mise en oeuvre globale du programme à l'échelon des secteurs. Ces ONG seront appuyées par des ONG spécialisées et/ou d'autres prestataires privés de services et par les départements techniques du gouvernement pour ce qui est des appuis techniques spécifiques dans différents domaines, conformément aux besoins exprimés par les GS.

32. Compte tenu du caractère novateur du programme et de l'impératif de dégager les enseignements de sa mise en oeuvre, le programme financera l'élaboration d'un cadre global de suivi et d'évaluation (S&E). Ce cadre sera étroitement corrélé au système d'apprentissage du programme, qui est considéré comme un élément majeur des résultats attendus. Les SDT recruteront les services d'un organisme spécialisé dans le S&E pour s'acquitter des missions suivantes: établir un schéma global qui sera utilisé par tous les districts participants; former le personnel des SDT/UMOPD/ONG à son application; et assurer parallèlement le S&E et les évaluations d'impact. Une procédure de suivi participatif des activités sera établie dès le début du programme afin d'évaluer ses modalités, ses effets et son impact. Dans le cadre de cette procédure, les bénéficiaires contribueront au choix d'indicateurs réalistes et à la définition des moyens permettant de mesurer l'efficacité du soutien qu'ils reçoivent. Un bilan à mi-parcours sera effectué vers la fin de la troisième année, afin d'examiner les progrès accomplis et de recommander d'éventuelles réorientations. Parallèlement, des études ou enquêtes thématiques et d'évaluation intérimaire d'impact permettront de mesurer l'incidence globale des activités du programme au regard des objectifs.

33. Le FIDA supervisera directement le programme. Un élément essentiel de la stratégie de supervision sera de tirer des enseignements de la mise en oeuvre, en particulier durant la phase pilote, afin de modifier le cas échéant la conception du programme et les modalités d'exécution. Compte tenu de la nature dynamique des impacts du programme sur la justice distributive, il est suggéré que les analyses des effets au plan de l'équité soient élargies et mises à jour pendant la durée d'exécution du programme, afin de guider la conception et l'application de mesures correctives.

G. Justification économique

34. Le programme bénéficiera à environ 74 000 ménages répartis entre 1 370 villages naturels, dont environ 170 villages de groupes tribaux primitifs et quelque 390 villages forestiers. Sur ce total, plus de 51 000 ménages vivent dans le Madhya Pradesh et plus de 22 600 dans le Bihar. Les ménages se composant en moyenne de cinq personnes, on a chiffré à près de 370 000 le nombre de bénéficiaires. Environ 5 950 ménages - 4 900 au Madhya Pradesh et 1 050 au Bihar - appartiennent à des groupes tribaux primitifs.

35. Comme le programme est axé sur la demande, toute estimation d'impact sur la production ne peut être qu'indicative. Sur la base des changements que l'on peut escompter dans la production culturale, la production céréalière potentielle a été évaluée à 6 430 tonnes. Ce résultat sera principalement imputable à l'amélioration des rendements et aux différents choix cultureux qui résulteront de meilleures conditions d'humidité et de préparation des sols. Un fort accroissement de la production de légumes (5 140 tonnes) est escompté, principalement dans les zones immédiatement en aval des citernes villageoises qui seront remises en état. De même, on prévoit un accroissement de la production de viande caprine et de volaille, qui devrait progresser de 4 100 tonnes et 1 400 tonnes, respectivement.



36. De manière générale, les modèles d'activité dans les secteurs de la pisciculture, de l'élevage et de la foresterie sur l'exploitation font prévoir des rendements relativement bons, compris entre 24 et plus de 100%. De même, le rendement du travail devrait être particulièrement élevé, et dépasser 100 roupies indiennes par jour pour la plupart des activités. Les activités de programme proposées devraient générer environ 2,45 millions de journées de travail par an pendant toute la durée du programme. En outre, les activités financées par le crédit généreront de manière durable environ 300 journées de travail par village. Sur une période de planification de 20 ans, le taux de rendement économique est estimé à 14,2%. En excluant le coût des activités dans les secteurs de la santé et de l'autonomisation, ce taux passe à 15,2%. Si l'on ne prend en compte que les coûts des activités économiquement productives, le taux monte à 26%.

H. Équité

37. Le programme aura d'importants effets sur la répartition ou sur l'équité sociale. Les analyses préliminaires font apparaître que les porteurs et les ménages sans terre qui dépendent des pâturages communs pour leurs activités d'élevage pourront être lésés par les activités de foresterie communautaire et de conservation. De même les femmes pourraient être perdantes si les terres aménagées en banquettes sont converties en rizières. Le passage aux cultures de rente pourrait réduire la sécurité alimentaire des ménages, ce qui toucherait plus gravement les femmes et les enfants. Mais les interventions relatives à l'eau potable et aux cultures fourragères pourraient aussi réduire la charge de travail des femmes. Le programme réserve délibérément certaines activités génératrices de revenu, notamment dans les domaines de l'aquaculture, l'élevage de volaille, les pépinières et le secteur non agricole, à ces éventuels "perdants". En outre, le programme de promotion des groupes d'auto-assistance donnera la priorité à la participation des ruraux sans terre. La création d'emplois salariés, dans le cadre de l'aménagement des bassins versants, servira de filet de sécurité, du moins les premières années.

I. Risques

38. Le programme comporte un certain nombre de risques. Premièrement, faute de renforcer les institutions communautaires et de confier la responsabilité de la gestion des activités de développement aux communautés, le programme pourrait dégénérer en un programme classique de développement tribal. Ce risque a été réduit en mettant l'accent sur l'application de la législation existante ainsi que sur la sensibilisation et la formation envisagées à l'intention des différentes parties prenantes, personnels gouvernementaux compris. Deuxièmement, l'identification et le choix attentifs d'ONG compétentes, capables de stimuler l'esprit d'initiative au niveau local, sont des préalables indispensables au succès du programme. Les ONG régionales, en particulier au Madhya Pradesh, sont relativement inexpérimentées. Il en a été tenu compte dans la conception du programme qui prévoit de renforcer notablement les capacités des ONG: c'est pourquoi une certaine souplesse a été introduite dans le mécanisme de mise en oeuvre. Troisièmement, il existe certains risques inhérents aux services nécessaires dans le cadre du programme, notamment aux écoles agricoles d'application. La présence au sein des UMOPD d'un noyau de spécialistes dans les principales disciplines, appuyé par une équipe nationale et internationale de soutien au programme, devrait permettre d'atténuer ce risque. Quatrièmement, comme le programme se démarque de la conception habituelle du développement dans les zones tribales, il faudra notamment modifier les attitudes de dépendance des communautés, qui sont accoutumées à la pratique gouvernementale en matière de développement. Cela pourrait représenter un risque pour le programme. La volonté profonde des populations rurales d'accéder à l'autodépendance, renforcée par des activités dynamiques de sensibilisation et de renforcement des capacités, devrait atténuer ce dernier risque.

J. Impact sur l'environnement

39. Une analyse de la situation et de l'impact écologiques a été effectuée au cours du processus de formulation. Le programme comporte trois éléments principaux liés à l'environnement: le développement agricole par l'aménagement intégré des bassins versants, l'aménagement forestier communautaire et la promotion de nouvelles sources de revenu pour les groupes pauvres et marginalisés. L'ensemble de ces mesures pourrait grandement bénéficier à l'environnement. Dans cette perspective, l'analyse a donc proposé que le programme soit classé dans la catégorie B. Toutefois, comme les activités du programme seront axées sur la demande et précisées en cours de mise en oeuvre, les conclusions de l'étude d'impact suggèrent de mettre en place une procédure de sélection des demandes de financement. Les responsables techniques et le responsable du suivi de chacune des UMOPD examineront le classement proposé et les mesures correctives.

K. Aspects novateurs

40. Le programme comporte nombre de caractéristiques novatrices qui correspondent à l'esprit de la stratégie institutionnelle du FIDA. Il se propose de renforcer le rôle des organisations communautaires, en les officialisant et en renforçant leurs capacités à planifier et exécuter des activités de développement. Le programme a adopté une approche évolutive, et met rigoureusement l'accent sur l'autonomisation des groupes bénéficiaires et sur leur participation active à l'autodéveloppement. De même, il propose une approche programmatique très flexible visant à faciliter l'adoption de modalités de planification et d'exécution reposant sur la demande. Cela permettra d'assurer que les activités du programme répondent bien aux besoins et aux aspirations de la clientèle visée. La création de sociétés autonomes de développement tribal sera gage de professionnalisme dans la gestion du programme. En outre, le programme introduira pour la première fois l'aménagement par bassins versants en tant que méthodologie d'intervention. Ce choix favorisera une approche holistique et plus durable de la gestion des ressources naturelles.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

41. Un accord de prêt entre la République de l'Inde et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

42. La République de l'Inde est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

43. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.



QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

44. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République de l'Inde un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à seize millions neuf cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (16 950 000 DTS) venant à échéance le 15 avril 2039 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Fawzi H. Al-Sultan

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations conclues le 23 avril 1999)

1. Le programme sera exécuté en partie par les États du Bihar et du Madhya Pradesh (ci-après dénommés les États) par l'intermédiaire des sociétés de développement tribales (organismes d'exécution du programme) qui seront créées dans chaque État, dans le cadre d'accords de programme séparés entre le Fonds et chaque État (accords de programme). À cette fin, le Gouvernement de l'Inde mettra les fonds du prêt à la disposition des États conformément aux plans de travail et budgets annuels (PTBA) et aux procédures nationales habituelles de transfert de l'aide extérieure, pour l'exécution du programme.
2. Le Gouvernement de l'Inde fera en sorte que les États mettent les fonds du prêt ainsi que les fonds de contrepartie provenant de leurs propres ressources à la disposition des organismes d'exécution du programme conformément aux PTBA et aux accords subsidiaires conclus entre chaque État et l'organisme d'exécution compétent.
3. Les organismes d'exécution ouvriront et tiendront ensuite chacun dans une banque commerciale jugée acceptable par le FIDA un compte courant en roupies pour financer les opérations du programme dans leur État respectif (comptes de programme). Le Directeur de programme de chaque organisme d'exécution sera pleinement habilité à utiliser le compte de programme correspondant.
4. Les organismes d'exécution transféreront les fonds et les autres ressources disponibles pour certaines activités prévues dans les PTBA aux unités de mise en oeuvre du programme au niveau du district (UMOPD) respectives qui transféreront à leur tour les fonds:
 - a) aux comités de crédit de village conformément aux accords subsidiaires avec ces comités pour mettre en oeuvre la sous-composante de fonds de crédit renouvelables au niveau du village;
 - b) aux comités exécutifs du programme conformément au mémorandum d'accord avec lesdits comités, pour financer le Fonds d'aménagement des terres et des eaux, le Fonds d'aménagement forestier communautaire, les dépenses liées aux stages pratiques pour agriculteurs et à diverses autres activités qui seront indiquées dans le mémorandum d'accord avec le comité exécutif du programme.
5. Les responsabilités des ONG médiatrices partenaires seront énoncées dans un mémorandum d'accord qui sera adopté par l'organisme d'exécution compétent et l'ONG en question, le FIDA devant approuver la forme et le fond de ce mémorandum.
6. Les UMOPD présenteront des rapports trimestriels et annuels sur l'état d'avancement du programme à l'Unité de gestion de programme (UGP) compétente. L'Unité utilisera ces rapports pour établir des rapports d'activité semestriels et annuels de synthèse.



7. Le Gouvernement de l'Inde fera en sorte que les organismes d'exécution reçoivent les autorisations/pouvoirs nécessaires pour remplir les obligations qui leur incombent dans le cadre du programme.
8. Les organisations médiatrices partenaires et spécialisées engagées sous contrat dans le cadre du programme seront choisies conformément à des critères de sélection approuvés par le FIDA.
9. Le Gouvernement de l'Inde fera en sorte d'acheminer toutes les ressources du programme selon les modalités suivantes: les fonds du prêt seront transmis aux États conformément à l'accord de prêt et les fonds de contrepartie seront fournis par les États. Les États transmettront à leur tour toutes les ressources du programme aux organisme d'exécution compétents, conformément à l'accord de prêt et aux accords subsidiaires avec ces organismes.
10. Le Gouvernement de l'Inde fera en sorte que les comités exécutifs du programme soient pleinement habilités à recevoir des ressources du programme directement des UMOPD conformément à l'accord de prêt et au mémorandum d'accord avec le comité exécutif du programme et aient les moyens de recevoir ces ressources.
11. Le Gouvernement de l'Inde fera en sorte que, dans l'attribution des terres domaniales vacantes pour l'arboriculture et les cultures fourragères, priorité soit donnée aux bénéficiaires des tribus et des castes énumérées qui auront été identifiés par les *Gram Sabhas* et approuvés par les organismes d'exécution et que, sur ces terres les bénéficiaires aient le droit d'exploiter, de couper et de replanter des arbres et de prendre possession des produits ainsi obtenus.
12. Le Gouvernement de l'Inde fera en sorte que les États continuent de financer leurs plans normaux (hors programme) dans la zone couverte par le programme.
13. Le Gouvernement de l'Inde fera en sorte que les États publient les ordonnances/décrets éventuellement nécessaires pour le transfert aux *Gram Sabhas* dans le cadre du programme des étangs et des pompes à main du domaine public qui relèvent de leur juridiction.
14. Un mémoire d'accord tripartite, jugé acceptable par le FIDA, entre le président de chaque CEP, le département des forêts de l'État compétent et l'organisme d'exécution servira de cadre à la mise en oeuvre des activités d'aménagement forestier à base communautaire pour chaque État dans le cadre du programme.
15. Bien que le groupe cible englobe tous les ménages de la zone du programme, les villages, hameaux et habitations sélectionnés par le programme devront compter au moins 50% de membres de groupes tribaux, de groupes tribaux primitifs et de castes énumérées. En outre, le Gouvernement de l'Inde fera en sorte que tous les villages sélectionnés par l'organisme d'exécution pour la mise en oeuvre du programme répondent aux critères de sélection approuvés par le FIDA.
16. Dans un délai de 30 jours à partir de la date de prise d'effet, le Gouvernement de l'Inde ouvrira le compte spécial présenté à la section 2.03.
17. Le Gouvernement de l'Inde fera en sorte que les organismes d'exécution ouvrent les comptes de programme dans un délai de 30 jours à partir de la date de prise d'effet.



18. Le Gouvernement de l'Inde fera en sorte que chaque État procède au dépôt initial de fonds de contrepartie sur les comptes de programme correspondants dans un délai de 60 jours à partir de la date de prise d'effet. En outre, le Gouvernement veillera à ce que chaque État procède à chaque dépôt ultérieur de fonds de contrepartie en temps utile.

19. Le Gouvernement de l'Inde fera en sorte que le directeur de programme de l'UGP soit dûment nommé par l'organisme d'exécution et agréé par le FIDA dans un délai de quatre (4) mois à partir de la date de prise d'effet.

20. Le Gouvernement de l'Inde fera en sorte que l'UGP et l'UMOPD soient dûment constituées dans chaque État dans un délai de deux (2) mois à partir de la date de prise d'effet.

21. Le Gouvernement de l'Inde fera en sorte qu'un coordinateur du programme et un responsable des finances et de la comptabilité, possédant des qualifications et une expérience jugées satisfaisantes par le FIDA, soient recrutés pour chaque UMOPD dans un délai de quatre (4) mois à partir de la date de prise d'effet.

22. Le droit du Gouvernement de l'Inde à opérer des retraits sur le compte de prêt peut également être suspendu dans les cas suivants:

- a) Une instance compétente a pris des mesures pour dissoudre un des organismes d'exécution (ou les deux) ou suspendre ses/leurs opérations, ou encore des mesures ou des démarches ont été entreprises pour répartir les avoirs d'un des organismes d'exécution ou des deux entre ses/leurs créanciers.
- b) L'un des États ou des organismes d'exécution (ou les deux) n'a pas rempli une des obligations qui lui/leur incombent dans le cadre de l'accord/des accords subsidiaires correspondants et/ou de l'accord/des accords de programme.
- c) L'un ou la totalité des comités exécutifs de programme et/ou des comités de crédit de village n'a pas rempli les obligations qui lui/leur incombent dans le cadre d'un/des accords ou mémorandums d'accord prévus dans l'accord de prêt et le FIDA considère que ce non respect des obligations pourrait compromettre l'exécution de l'ensemble ou d'une partie du programme.
- d) L'un des organismes d'exécution (ou les deux) a/ont amendé ou abrogé une disposition quelconque de son/leur acte constitutif sans le consentement préalable du FIDA.

23. a) Aucun prélèvement ne sera effectué pour couvrir des dépenses dans le cadre du programme dans un État jusqu'à ce que ledit État et/ou ses instances compétentes ait rempli les conditions suivantes:

- i) l'accord subsidiaire avec l'organisme d'exécution approuvé par le FIDA a été signé par l'État et l'organisme d'exécution compétent et la signature et l'exécution dudit accord par l'État et l'organisme en question ont été dûment autorisées ou ratifiées par toutes les instances institutionnelles, administratives ou gouvernementales compétentes et toutes les conditions préalables à l'entrée en vigueur dudit accord (autre que la prise d'effet des documents du prêt) ont été remplies;

ii) le Conseil d'administration de l'organisme d'exécution a approuvé les règles de l'organisme d'exécution compétent en matière de finances et de personnel, règles qui ont été jugées satisfaisantes par le Fonds.

b) Aucun prélèvement de fonds ne sera effectué pour couvrir les dépenses en faveur d'un village dans le cadre du Fonds de crédit renouvelable de village jusqu'à ce que le comité de crédit de ce village ait été dûment constitué conformément aux lois du Gouvernement de l'Inde applicables en la matière et que ledit comité ait établi un accord subsidiaire avec l'UMOPD compétente, accord dont la forme et le fond ont été jugés satisfaisants par le FIDA.

c) Aucun prélèvement de fonds ne sera effectué pour couvrir des dépenses en faveur d'un village dans le cadre du Fonds d'aménagement des terres et des eaux, du Fonds d'aménagement forestier communautaire, des stages pratiques pour agriculteurs et de toutes autres activités pour lesquelles le Comité exécutif du projet déblocquera des fonds jusqu'à ce que le comité exécutif dudit village ait été dûment constitué conformément aux lois du Gouvernement de l'Inde applicables en la matière et ait établi avec l'UMOPD compétente un mémorandum d'accord dont la forme et le fond ont été jugés satisfaisants par le FIDA.

d) Aucun prélèvement de fonds ne sera effectué pour couvrir des dépenses en faveur d'une ONG jusqu'à ce que ladite ONG ait été dûment sélectionnée conformément à des critères de sélection agréés par le FIDA et qu'elle ait établi avec l'UMOPD compétente un mémorandum d'accord dont la forme et le fond ont été jugés acceptables par le FIDA.

24. La prise d'effet de l'accord de prêt est subordonnée aux conditions additionnelles suivantes:

a) les deux organismes d'exécution ont été dûment constitués et enregistrés conformément aux lois applicables en la matière et ont été dotés de documents constitutifs dont la forme et le fond ont été jugés acceptables par le FIDA;

b) les accords de programme auront été dûment signés et la signature et l'exécution desdits accords par les organismes d'exécution ont été dûment autorisées ou ratifiées par toutes les instances institutionnelles, administratives et gouvernementales compétentes et les États ont présenté un avis juridique concernant le caractère juridiquement obligatoire de ces accords de programme pour les États;

c) les comités de coordination du programme au niveau de l'État et les comités de coordination du programme au niveau du district ont été créés;

d) l'accord de prêt a été dûment signé et la signature et l'exécution dudit accord par le Gouvernement de l'Inde ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes;

e) un avis juridique favorable émis par le Procureur général du Gouvernement de l'Inde, dont la forme et le fond ont été jugés acceptables par le FIDA a été communiqué par le Gouvernement de l'Inde au FIDA.

COUNTRY DATA

INDIA

Land area (km² thousand) 1995 1/	2 973	GNP per capita (USD) 1996 2/	380
Total population (million) 1996 1/	945	Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1990-96 2/	3.8
Population density (people per km²) 1996 1/	320	Average annual rate of inflation, 1990-96 2/	9.2
Local currency	Indian Rupee (INR)	Exchange rate: USD 1 =	INR 42
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1980-96 1/	2.0	GDP (USD million) 1996 1/	356 027
Crude birth rate (per thousand people) 1996 1/	25	Average annual rate of growth of GDP 1/	
Crude death rate (per thousand people) 1996 1/	9	1980-90	5.8
Infant mortality rate (per thousand live births) 1996 1/	65	1990-96	5.8
Life expectancy at birth (years) 1996 1/	63		
		Sectoral distribution of GDP, 1996 1/	
Number of rural poor (million) 1/	253	% agriculture	27.8
Poor as % of total rural population 1/	36.7	% industry	29.2
Total labour force (million) 1996 1/	408	% manufacturing	20.1
Female labour force as % of total, 1996 1/	31.8	% services	43.0
		Consumption, 1996 1/	
Education		General government consumption (as % of GDP)	10.5
Primary school gross enrolment (% of relevant age group) 1995 1/	100.0	Private consumption (as % of GDP)	65.6
Adult literacy rate (% of total population) 1995 3/	52.0	Gross domestic savings (as % of GDP)	23.9
		Balance of Payments (USD million)	
Nutrition		Merchandise exports, 1996 1/	32 325
Daily calorie supply per capita, 1995 3/	2 382	Merchandise imports, 1996 1/	36 055
Index of daily calorie supply per capita (industrial countries=100) 1995 3/	75	Balance of merchandise trade	-3 730
Prevalence of child malnutrition (% of children under 5) 1990-96 1/	66.0	Current account balances (USD million)	
		before official transfers, 1996 1/	-13 661
Health		after official transfers, 1996 1/	-3 881
Health expenditure, total (as % of GDP) 1990-95 1/	5.6	Foreign direct investment, 1996 1/	2 587
Physicians (per thousand people) 1994 1/	0.4		
Percentage population without access to safe water 1990-96 3/	19	Government Finance	
Percentage population without access to health services 1990-95 3/	15	Overall budget surplus/deficit (including grants) (as % of GDP) 1995 1/	-6.0
Percentage population without access to sanitation 1990-96 3/	71	Total expenditure (% of GDP) 1995 1/	16.4
		Total external debt (USD million) 1996 1/	89 827
Agriculture and Food		Present value of debt (as % of GNP) 1996 1/	21.8
Food imports as percentage of total merchandise imports 1996 1/	4.3	Total debt service (% of exports of goods and services) 1996 1/	24.1
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1994-96 1/	826		
Food production index (1989-91=100) 1994-96 1/	115	Nominal lending rate of banks, 1996 1/	16.0
		Nominal deposit rate of banks, 1996 1/	n.a.
Land Use			
Agricultural land as % of total land area, 1994 4/	60.9		
Forest area (km ² thousand) 1995 1/	650		
Forest area as % of total land area, 1995 1/	21.9		
Irrigated land as % of cropland, 1994-96 1/	29.5		

n.a. not available.

Figures in italics indicate data that are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 1998

2/ World Bank, *Atlas*, 1998

3/ UNDP, *Human Development Report*, 1998

4/ World Bank, *The World Development Indicators CD-ROM*, 1998



PREVIOUS IFAD LOANS TO INDIA

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Currency	Approved Loan/Grant Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Bhima Command Area Development Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	18 Sep 79	14 Dec 79	31 Dec 85	L - I - 23 - IN	SDR	38,500	100
Rajasthan Command Area Development and Settlement Project	IFAD	World Bank: IBRD	HC	19 Dec 79	03 Mar 80	31 Dec 88	L - I - 32 - IN	SDR	42,700	100
Sundarban Development Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	03 Dec 80	04 Feb 81	30 Jun 89	L - I - 49 - IN	SDR	13,350	100
Madhya Pradesh Medium Irrigation Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	17 Dec 81	17 Sep 82	31 Mar 88	G - I - 36 - IN	USD	35,000	
Madhya Pradesh Medium Irrigation Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	17 Dec 81	17 Sep 82	31 Mar 88	L - I - 81 - IN	SDR	21,900	100
Second Uttar Pradesh Public Tubewells Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	21 Apr 83	06 Oct 83	31 Mar 91	L - I - 124 - IN	SDR	32,000	85.2
Orissa Tribal Development Project	IFAD	UNOPS	HC	03 Dec 87	27 May 88	31 Dec 97	L - I - 214 - IN	SDR	9,250	99.9
Tamil Nadu Women's Development Project	IFAD	UNOPS	HC	26 Apr 89	26 Jan 90	31 Dec 98	L - I - 240 - IN	SDR	13,150	78.5
Andhra Pradesh Tribal Development Project	IFAD	UNOPS	HC	04 Apr 91	27 Aug 91	31 Mar 99	L - I - 282 - IN	SDR	14,050	68.1
Maharashtra Rural Credit Project	IFAD	UNOPS	HC	06 Apr 93	06 Jan 94	30 Sep 00	L - I - 325 - IN	SDR	21,250	30.1
Andhra Pradesh Participatory Tribal Development Project	IFAD	UNOPS	HC	19 Apr 94	18 Aug 94	31 Mar 02	L - I - 349 - IN	SDR	18,950	29.4
Mewat Area Development Project	IFAD	UNOPS	HC	12 Apr 95	07 Jul 95	31 Dec 03	L - I - 379 - IN	SDR	9,650	21.9
Rural Women's Development and Empowerment Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	05 Dec 96		30 Jun 02	G - I - 33 - IN	USD	60,000	20.7
Rural Women's Development and Empowerment Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	05 Dec 96		30 Jun 02	L - I - 439 - IN	SDR	13,300	
North Eastern Region Community Resource Management Project for Upland Areas	IFAD	UNOPS	HC	29 Apr 97		31 Dec 04	G - I - 38 - IN	USD	60,000	00.7
North Eastern Region Community Resource Management Project for Upland Areas	IFAD	UNOPS	HC	29 Apr 97		31 Dec 04	L - I - 444 - IN	SDR	16,550	



SUMMARY DESCRIPTION OF THE PROGRAMME

A. Beneficiary-empowerment and Capacity-Building

(Base Cost INR 268 million - USD 6.2 million)

- 1. Grass-roots empowerment.** Broad-based awareness-generation will begin as a preparatory activity and will cover all villages in the priority pilot blocks in both states. It will be undertaken by an NGO, or a group/alliance of NGOs, already involved with promoting the GS in conformity with the *Panchayats Act* extension to scheduled areas. Activities proposed will include information dissemination and awareness-generation concerning the new legislation (including women's rights), GS mobilization and training village youth for pursuing community mobilization. The programme will also finance a legal defence fund.
- 2. Beneficiary resource management training.** The following will be provided to villages in the selected micro-watersheds (MWS) and PTG villages: (i) orientation training for traditional leaders, youth and children; (ii) legal literacy for selected (GS) members; (iii) training in programme planning, implementation and management for executive committee members and user group leaders, as well as exchange visits and study tours; (iv) training in the management of SHGs, credit management training and study tours and exchange visits for the leaders of these groups; and (v) training of village animators (social organizers) and supervisors.
- 3. Land and water management and community-based small rural infrastructures.** Training entails: (i) training and technical support to grass-roots organizations to implement activities and address constraints identified by them; (ii) use of guidelines to locate traditional experts and train them as master trainers; (iii) training of community members by master trainers in land and water management; (iv) study tours and exchange visits for members of the watershed committees; and (v) training of selected community members in operation and maintenance of the assets being created under the programme.
- 4. Forestry development.** Training consists of: (i) community-based forest management (CFM) awareness-building and motivation for CFM through audio-visual material and exchange visits; (ii) GS and CFM Executive Committee (CFM-EC) members in needs assessment and formulation and implementation of microplans; (iii) forest management training; (iv) seed and nursery technology establishment for the landless and other disadvantaged families; and (v) the promotion and management of NTFPs as well as their grading, processing and packaging for representatives of forest-dependent communities, including PTGs.
- 5. Development of farmer-based technology generation.** Technology generation will be achieved through the establishment of FFSs. A crucial part of this intervention will consist of an intensive schedule of well-designed and focused learning sessions, carried out during four successive growing seasons. Initially, facilitators and trainers will undergo training for a full growing season, prior to the establishment of FFSs. The core principles of this approach are set out below: (i) training is participatory and carried out in the field using experiential learning techniques; (ii) agro-ecosystem analysis is the key tool. Each FFS, consisting of a self-selected small farmer group (20-25), has a small study plot used as a "research laboratory", based on the group's needs; (iii) dialogue between facilitators and trainees guides the learning process. The FFS meets once a week to observe, analyse, monitor the results of their experiments and share their findings; (iv) evaluation builds up the confidence of farmers and facilitators alike; (v) facilitators design curricula and materials to meet local needs; and (vi) every learner is a potential trainer.



6. **Technical assistance preparatory activities.** In addition to those detailed under capacity-building and the land and water management sub-component, other preparatory activities include: participatory assessment of facilitating and resource NGOs; preliminary shortlisting of NGOs and an inventory of training needs of their staff; preparation of environmental guidelines; the preparation and translation into Hindi of a training manual; the study of beneficiary and facilitating NGO staff needs concerning the legal rights of the GS and women; preparation of a legal training manual on GS and women's rights; the preparation of guidelines to ensure that programme interventions are gender and equity sensitive; and the establishment of TDS statutes.

B. Livelihood-Systems Enhancement (Base cost INR 949 million - USD 22.1 million)

Land and Water Management and Community-based Small Rural Infrastructure

7. Under the programme, improved land husbandry will be the key element in land and water conservation. In addition to the technical training detailed above, the sub-component will finance preparatory activities, investment in land and water management, and adaptive research. The preparatory activities will consist of an analysis of the organizational system related to tanks so as to provide the following: guidelines for programme start-up; preparation of rural engineering guidelines in the form of two practical implementation manuals; and the preparation of training guidelines for NGO and line department staff. These tasks will be accomplished by national consultants supported by an international consultant. The approach for supporting land and water management activities will be to allocate a flexible fund per MWS and, through this, per natural village. Communities will select their components, following the established programme procedures and draw down the cost against the land and water management fund.

8. **Land and water conservation.** Activities will include: (i) repair and improvements to existing tanks; (ii) water harvesting through the construction of new tanks for a diversity of uses and fishery production; (iii) gully control structures and measures; (iv) check dams and small storage dams; (v) field-contour bund improvement and erosion control; (vi) *nala* protection and flood-flow control through the paddy field; (vii) small diversion weirs across *nalas*; (viii) channels for spreading of monsoon streamflow for supplementing *Kharif* and *Rabi* rainfall; and (ix) new hand dug wells for irrigation. **Rural potable water supplies will include:** (i) repairs and maintenance of existing hand pumps; (ii) washing facilities and drainage improvements to standard hand pump installations; (iii) establishment of preventive maintenance programme for hand pumps; (iv) protection of existing wells; and (v) new tubewells for drinking water. Similarly, **access tracks and rural roads** will include: (i) improvement to access tracks; (ii) provision of *nala* crossings; and (iii) establishment of maintenance procedures.

9. **Crop research programme.** The search for crop technologies that meets the diverse needs of the poor farmers in the area aims to provide a "basket of choice approach". Emphasis needs to be placed on farmers' participatory varietal selection (PVS) and farmers' participatory plant breeding (PPB) to meet the most farmer-preferred characteristics, e.g., duration, harvesting quality and storage, in addition to the yield patterns. The programme will ensure timely availability and multiplication of seeds identified through the processes. The programme will also finance support to formal research institutions for adaptive research projects requested by the beneficiaries in the FFSs and agreed upon by the TDS.



Forestry Development

10. Five main initiatives will be supported under this sub-component: (i) community-based forest management; (ii) promotion of private nurseries; (iii) group farm forestry; (iv) processing and marketing of non-timber forest products (NTFP); and (v) studies and action research. Since most of the forests to be managed by the communities are likely to be government forests and may not coincide with watershed boundaries, a separate CFM development fund, similar in scope to the land and water management fund, will be established to finance these activities. Apart from community awareness and training (described under technical capacity-building), CFM promotion will involve the establishment of the CFM Executive Committees (CFM-EC), needs assessment of GS members and the formulation of microplans for forest management. Implementation of microplans will involve a range of activities that will depend upon site specific needs and priorities. An indicative list of activities may consist of the following: rehabilitation and plantation through natural and artificial regeneration of forests; support for entry point activities, including promotion and management of NTFPs; rehabilitation of highly degraded clumps of bamboo in forests and private land; and value addition through processing by artisan and primitive tribes.

11. **Promotion of private nurseries.** Material, technical and financial support will be provided for the establishment of private nurseries and on-site nursery research. Landless and disadvantaged groups, negatively impacted by forest closure in the initial years of CFM (women and headloaders), will be the main beneficiaries. Under **group farm forestry**, field and farm bunds and homestead lands will be the prime targets. A group approach will be adopted for this activity. The programme will finance, when required, technical and material support for establishment of trees, bamboo, medicinal plants and sisal planting by GS members. In addition, SHGs from among GS members will receive credit under the programme for processing, storage and marketing of selected NTFPs.

Production Systems Enhancement

12. **Livestock production improvement.** The programme's strategy for livestock begins with support to existing village livestock systems by systematically addressing and overcoming the most important factors that limit the contribution of livestock to livelihoods. The animal health programme will empower people to reliably keep their animals alive in the face of epidemic diseases. The fodder programme aims to increase the nutritional status of their animals, exploiting niches as they emerge through watershed development. The programme will finance training of village animators on animal husbandry, action research in fodder and breeding and a small fund to pay for the vaccination of the animals, e.g., through veterinary camps. The programme will make an effort to link these to existing line department activities. Funds have been set aside for providing kits for first-aid.

13. **Aquaculture.** Under the aquaculture sub-component, the programme will finance production systems enhancement via a process of participatory technology development. The process will involve: issue-focused PRA among tribal communities, regarding the context, needs and desires of groups interested in aquaculture; formation of common interest groups interested in aquaculture; and group requests for supporting the facilitated preparation of livelihood enhancement proposals involving aquaculture activities. The programme will facilitate visits by farmers to other active groups within and outside of the programme area, where appropriate. Activities are likely to include: small-scale fish breeding using village-based breeding devices; nursing of fish fry including fingerling production prior to the onset of rains as a resource for stocking in seasonal water bodies; fry transportation systems with low-technology aeration to improve fish survival and facilitate distribution networks; and developing opportunities for fish production and wild fish enhancement in rice paddies, in seasonal water bodies and in community perennial ponds. Facilitated access to aquaculture options for women and landless and marginal farmers will focus on fish breeding, fry transport and homestead fish culture.



APPENDIX III

14. **Rural financial services.** The programme will promote the establishment of SHGs of a maximum of 20 members, and support them in savings and credit procedures. Key elements of the initiative will be the following: the establishment of groups of self-selected members, using savings as the entry point, to be followed by the internal lending out of the group funds; lending to cater for both emergency consumption needs and small-scale income-generating activities; eventual linkage of the SHGs with the formal financial system; and promotion of networking or federation of groups for social actions and, where required, for bulk borrowing. In addition to capacity-building, SHG promotion will involve the mobilization of funds mainly through the generation of members' savings, complemented by seed capital assistance from the programme to the groups to increase their capital base. In addition, the programme will facilitate, on a pilot basis, the formation of SHG clusters. The programme will also develop community based financial services that will consist of a revolving credit fund managed by a village credit committee (VCC) to support mainly productive activities.

Health and Nutrition

15. The programme will complement the Government's efforts in this area by providing support for the provision of health and nutrition services to remote villages not served by the current health system. This sub-component will be implemented on a block basis and will cover all blocks in the proposed programme area. The programme will finance: (i) recruitment and training of village health volunteers; (ii) training of village health workers; (iii) training of traditional birth attendants; (iv) recruitment and training of health supervisors (one per 12-15 villages according to the distance to be covered), their mobility (mopeds) and allowances; (v) establishment of a mobile health clinic; and (vi) health and nutrition awareness and motivation campaigns.

C. Programme Management

(Base cost INR 339 million, USD 7.9 million)

16. **TDS, DPIUs and NGOs.** Under the TDS, the programme will finance a PMU and two DPIUs in each state. The programme will finance staff salary costs, office equipment and furniture, vehicles, motorcycles, the rental of small private office buildings and operating costs. In addition, PMU and DPIU staff will receive training in computer, programme management and ESS.

17. **M&E and action learning and knowledge management.** The programme will support a participatory M&E system, including the development of a computerized programme management system and management information system along with the staff training in programme monitoring and the new system operation. A specialized M&E agency will be contracted to undertake baseline surveys, an interim evaluation at the end of the pilot phase (PY3) and an impact evaluation in the middle of the scaling-up phase (PY6). In support of programme implementation, a number of studies will be undertaken. Funds have been set aside for annual beneficiary review workshops, inter-programme workshops on SHGs and exchange of experience and building working linkages with donors, NGOs and Government staff. The programme will also finance video productions on proposed approaches, technical subjects and success stories, and the process approach, along with the production and reproduction of other audio-visual material.

LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
Objective Sustainable improvement in food and livelihood security and general quality of life of several million poor people in Southern Bihar and north-eastern MP.	1.1 At least 70% of the beneficiaries report HFS ensured and at least 50% report livelihood systems improved by 2010. 1.2 People outside the programme area report confidence and ability to access resources from outside agencies. 1.3 At least about half of the NGOs/CBOs report improved access to development funds and services by 2010. 1.4 IFAD and other donors have promoted similar initiatives in India and outside by 2010.	Ex-post impact assessment of programmes by the Government and external donors. Analyses and comparison of data on similar rainfed areas.	Not applicable.
Purpose Sustainable and equitable approach to ensure household food security and to improve the livelihood systems and overall quality of life of 356 000 poor people in tribal areas in the programme area of Bihar and MP. Developed, implemented and ready for replication.	1.1 HFS ensured for at least 70% of the programme area HHs and livelihood systems improved for at least 50 % of population in programme villages on sustainable basis by EOP. 1.2 At least 70% of the people report confidence and ability to access resources from outside agencies. 1.3 At least two partner organizations have developed and resourced replication plans. 1.4 Over 80% of the poorest HHs report improvement in their HFS situation and improved livelihood systems. 1.5 Over 50% of women report practical benefits and enhanced role in HFS and livelihood decision making by EOP.	Output to purpose review in PY 3 and at the end of the programme, based on external impact assessment studies using baseline (before and after) and comparative (with/without) data. Cumulative findings of regular impact assessment studies and internal monitoring systems.	Technologies and approaches of the programme effectively adopted by GOs, NGOs, and other donors. Wider context of agricultural policies and service provision become more appropriate for complex, risk-prone and diverse rainfed areas.
Outputs			
1. Empowerment of the tribal population, especially women and other marginal groups, through awareness-raising on tribals' and women's rights.	1.1 At least 70 % of the overall tribal population and 80% of the women population understand and begin asserting their rights. 1.2 At least 20% of grouped court cases concerning legal rights of individuals/communities successfully completed by PY5.	◦ Findings of the PRA-based surveys.	The Government of MP and the Government of Bihar eager to comply with the spirit of the <i>Panchayats</i> Act and willing to put it into practice.
2. Participatory community institutions established, operational and meeting the needs of poor households.	2.1 At least one SHG established and operational in all NVs by PY 1 and at least two by PY 2. 2.2 75 % of SHGs have functioning savings and credit scheme within one year of establishment. 2.2 At least 50% of GSs and GSPECs formed and recognized by PY 1 and 95% by PY 2. 2.3 All NVs have at least one trained animators in key programme areas (at least 50% women) within one year of joining programme and two by the end of PY 2. 2.4 At least 50% of all Executive Committees' members and 60% of Users' Groups and SHGs consist of women, marginal and landless farmers and PTGs. 2.5 At least six strong users' groups, with at least 60% membership of women/landless/marginal farmers, work in MWS continuously for a minimum of two years after four years of village phasing. 2.6 At least 25% of SHG avail themselves of formal financial services after four years' of entry. 2.7 Dependence of target group on informal lending sector reduced by 20% after two years and by 40% in the next two years. 2.8 At least 15% of concerned GS Executive Committees and 20% of beneficiary groups have established independent linkages with government schemes.	◦ Records kept by the groups. ◦ Regular documents/reports available for verification at PMUs, DPIUs, NGOs, WSAs, GSs. ◦ Donors consultants missions, the Government, state governments visit reports/ documents. ◦ Meeting registers and records at various levels in the programme. ◦ Studies and assessment reports within and outside the programme. ◦ Accounts and audit reports.	Serious droughts and/or other natural disasters do not severely disrupt or change local farming, food security and livelihood systems. Market trends and fluctuations do not adversely affect economic viability of on and off-farm activities. Recruit, train and retain staff for sufficiently long period.
3. Participatory planning system for natural resource management evolved and implemented.	3.1 Participatory planning manual in place and stakeholders trained by the end of PM 6. 3.2 Microplans for 25% of the natural villages completed by PM 12 and 95% of natural villages (NVs) by the end of PM 24.	◦ GSPEC records. ◦ Regular reports available for verification at PMUs, DPIUs, NGOs, WSAs, GSs.	



Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
4. Appropriate farming system technologies identified, developed and adapted, tested with poor farmers, and made widely available.	4.1 Over 30% of treatable areas of watershed treated for L&WM and the same amount of cultivable area with improved moisture status in <i>Kharif</i> season and 10% in <i>Rabi</i> season within three years of village entry. 4.2 Over 20% of the gross cropped area of programme villages under improved cropping systems within four years of entry. 4.3 Over 55% of programme villages have functional CFM Executive Committees successfully implementing a microplan after two and a half years from establishment of the Committee. 4.4 Over 30% of households report improved productivity of livestock and fish rearing within three years of village entry. 4.5 Over 30% of CFM villages and 45% of PTG villages have other NTFP related income-generating activities. 4.6 All programme staff and staff of facilitating NGOs have received appropriate technical training within one year of programme entry and all technical manuals and guidelines are completed during by PY 1. 4.7 Specific indicators for specific farming system activities developed in all NVs by the end of Year One of village entry.	<ul style="list-style-type: none"> ◦ Regular progress report; ◦ Interim impact assessment reports; and ◦ Supervision reports, etc. 	
5. Tribal rights on natural resources such as land, forest, water, minor minerals, recognized and promoted.	5.1 Tribals report increase in actual ownership and management of their land. 5.2 Improved access to natural resources including NTFPs by the end of the programme period.	<ul style="list-style-type: none"> ◦ PRA-based findings. ◦ Interim impact assessment reports. 	
6. Complementary income-generating, expenditure saving and viable microenterprise, benefiting especially the “losers”, PTGs and women, in forest, farm and off-farm sectors, promoted and implemented in programme villages.	6.1 At least half of the “loser” households in programme villages establish MEs with assistance from the programme by PY3. 6.2 At least 60 % of the new entrepreneurs are women or from PTGs. 6.3 Overall employment opportunities increased by 20% by Year Three and 30% by Year Five. 6.4 Conspicuous consumption reduced by at least 20% by Year Three and 40% by Year Five.	<ul style="list-style-type: none"> ◦ Regular progress reports with separate aggregation by gender, PTGs, and target group (such as losers). ◦ Interim impact assessment reports. 	Government policies and legal environment continue to remain supportive. Outside stakeholders such as banks, GOs and NGOs willing and able to work with the programme.
7. Improved access to drinking water, health care and nutrition education services ensured.	7.1 Provision of rural water supply through repair of existing systems and/or construction of new facilities in about 30% of programme villages and establishment of O&M committee. 7.2 60% of concerned villages served by mobile health care facilities three years after block entry. 7.3 Improvement of about 60 km of access tracks and 110 causeways.	<ul style="list-style-type: none"> ◦ Regular progress reports. ◦ Interim impact assessment reports. 	Working relationships among SHGs, GSS, WSAs, NGOs, DPIUs, PMUs/TDSs.
8. Programme learning system developed and operational.	8.1 M & E and learning systems documented and established. 8.2 Meaningful lessons learned disseminated to at least 50% of the communities. 8.3 Learning incorporated in programme strategies and activities.	<ul style="list-style-type: none"> ◦ Regular reports available for verification at various levels of programme management. 	
9. Effective programme management system established and operational	9.1 Organograms, manuals, and delegation of authority, financial powers and policies and procedures prepared and implemented. 9.2 Annual reviews of above (e.g., recruitment, pay and service conditions, training, etc.) take place regularly, and necessary changes incorporated. 9.3 Quarterly progress of activities and processes reviewed at various levels.	<ul style="list-style-type: none"> ◦ Regular documents/reports available for verification at various levels of programme management. 	
Activities			
1.1 Study on the tribal and gender rights completed and packaged into appropriate communication materials. 1.2 Legal awareness programme conducted in all villages. 1.3 Legal defence fund established and made use of for defending the rights of tribal population.			
2.1 Review PPs of other projects through field visits and workshops. 2.2 Design and test system for microplanning based on PRA and other techniques; implement, evaluate and revise, as necessary. 2.3 Train villagers, staff and other stakeholders in use of PPs. 2.4 Implement system in all project villages. 2.5 Review system and revise as necessary.			
3.1 Training and exposure visits for NGOs in participatory community development planned and implemented. 3.2 Criteria for selection of NVs agreed and NVs selected. 3.3 Rapport with communities established by NGO field workers and entry point activities, including savings negotiated and implemented.			



<p>3.4 Women and men animators identified, selected and trained.</p> <p>3.5 Frequent meetings with communities held, including men and women separately, SHGs formed, training needs of the villagers identified and training programmes on group management implemented.</p> <p>3.6 Awareness-building programme in NVs implemented and resulting in GSs formed and recognized and large cluster associations for WS management formed and operational.</p> <p>3.7 Complex WS schemes planned and implemented through GS associations.</p> <p>3.8 Support to community institutions in training and capacity-building including finance and audit continued.</p> <p>3.9 Community institutions are encouraged; identify and cope with development constraints without outside assistance.</p> <p>3.10 Linked to external institutions, including banks, facilitated.</p> <p>3.11 Strategies for sustainability of community institutions evolved and implemented.</p>		
<p>4.1 Issue-focused PRAs on overall relevant aspects of farming systems (crops, livestock, fish, forests, watershed development, irrigation) conducted.</p> <p>4.2 Appropriate technologies identified, procured, tested and evaluated with poor farmers.</p> <p>4.3 Farmer-preferred technologies promoted widely.</p> <p>4.4 Exposure visits and training on key technologies provided for selected farmers.</p>		
<p>5.1 Develop an understanding of current tribal practices and interpretation of customary laws and document them with tribal participation with support of an anthropologist.</p> <p>5.2 Develop understanding of national and state level legal situation with regard to tribal rights over natural resources.</p> <p>5.3 Develop an appropriate strategy for tribal communities to assert and realise their rights over natural resources.</p>		
<p>6.1 Participative review of opportunities and constraints of existing situation in the area (e.g., village markets).</p> <p>6.2 Identify, recognize and prioritize microenterprises by the villagers, especially for the landless and women.</p> <p>6.3 Provide training, exposure visits, consultancy, financial services and market and other linkages.</p>		
<p>7.1 Review of current level of access to sanitation, health and drinking water.</p> <p>7.2 Identification and prioritization of community needs, especially of poor and women.</p> <p>7.3 Plan, negotiate and implement relevant schemes, including training of village health workers and traditional birth attendants (<i>daais</i>).</p> <p>7.4 Holding of periodic health camps and awareness building on health related issues through the service providers.</p>		
<p>8.1 Study and analyse areas for learning and identify people who could be involved in learning processes.</p> <p>8.2 Evolve participatory systems and practices for each area (e.g., FFS and similar methods), to include exercises at the SHG, GS, NGOs, DPIUs/PMUs level.</p> <p>8.3 Establish upward, downward and lateral feedback mechanisms to disseminate learning among communities, NGOs, DPIUs, PMUs, consultants, research agencies and other institutions.</p> <p>8.4 Establish independent observations, M&E systems, including documentation and recording of processes as they occur.</p>		
<p>9.1 Offices established, staff recruited, trained, working; financial powers/purchase procedures established, MIS, HRD and accounting system in place; staff planning and review meetings between PMUs, DPIUs, NGOs, GSs.</p> <p>9.2 Regular board meetings of both TDSs for the programme to review, plan and approve budgets, annual plans, expenditures, etc. held.</p> <p>9.3 Regular and periodic workshops between PMUs, DPIUs, consultants, the Government, donor agencies, NGOs and communities held.</p> <p>9.4 Activities and process monitoring on designed approach, staff training, monthly, quarterly and annual data collation and reporting done.</p> <p>9.5 Impact assessment approach designed and developed from learning of other institutes and agencies.</p> <p>9.6 Special studies on watershed, food security, livelihoods identified, commissioned and executed.</p> <p>9.7 Strategic alliances with external agencies developed/maintained.</p>		

QUANTITATIVE INPUTS, TARGETS AND KEY PROGRAMME FACTORS

Objective: To develop and implement a replicable model that ensures household food security and improves livelihood opportunities and overall quality of life of the tribal population based on the sustainable and equitable use of natural resources.											Target Group: Mostly the tribal population, with a focus on the poorest and most vulnerable, including: (i) tribal women, youth and children; (ii) PTGs; (iii) hill cultivators; (iv) SCs; and (v) landless, marginal and small farmers.										
INDICATIVE DEVELOPMENTS											STRATEGY		INCREMENTAL YIELD								
	Unit	Yr-1	Yr-2	Yr-3	Yr-4	Yr-5	Yr-6	Yr-7	Yr-8	Total	(in M. Ton)										
Blocks initiated	No.	4	5	6	14	-	-	-	-	29	1. Providing the communities with the means for local decision-making and planning. 2. Making the communities more responsible for the management of their development. 3. Undertaking future dev't efforts on the basis of indigenous wisdom, knowledge, and capability of the communities.	Paddy	7 574								
Watershed development initiated	No	8	22	27	46	42	-	-	-	145		Wheat	158								
GS established	No	8	67	143	246	324	192	-	-	980		Gram/pulses	495								
SHGs established	No	8	83	268	516	741	770	384	-	2770		Goat meat	4 089								
Animators trained	No	16	134	286	492	648	384	-	-	1960		Hatchings	108								
Village health workers trained	No	8	67	143	246	324	192	-	-	980		Chicken meat	1 390								
Water supply schemes completed	No	-	17	47	58	98	90	-	-	310		Vegetables	5 140								
New wells for irrigation	No	-	-	49	134	165	281	256	-	885		HOUSEHOLD INCOME									
Tracks improved	Km.	-	4.4	12.2	15.0	25.5	23.3	-	-	80.5		(INR/year/hh)									
Mobile clinics operational	No.	-	5	10	15	29	29	29	29	-		Goat	12 438								
Land and water mgm't fund	INR. Mill	1.8	16.3	43.7	66.4	96.7	97.2	34.9	1.2	358.2	Pig	7 671									
Community forestry fund	INR. Mill	0.6	2.4	5.2	9.8	13.4	12.1	8.3	4.1	55.9	Fish breeding	4 205									
Seed capital released	INR. Mill	-	0.2	0.8	2.0	3.3	4.1	3.2	11.5	14.9	Seedling Nursery	3 050									
Credit fund released	INR. Mill	0.6	2.0	5.3	13.2	19.3	28.3	21.6	52.5	95.5	ECONOMIC ANALYSIS										
Special intervention for PTGs	INR. Mill	-	.2	.4	1.2	1.5	.8	.9	.6	5.6	<u>ERR %</u>										
PROGRAMME COSTS		USD	%	FINANCING			USD	%	BENEFICIARIES		for planning and execution of development activities.										
		Mill.					Mill.				2. The SHGs as a vehicle for savings, credit and empowerment										
Capacity-building		6.2	17						Total households	73 750	3. Watershed management for more holistic and sustainable development.										
Land and water management		11.5	32	IFAD			23.0	55	<i>of which,</i>		4. A flexible and demand driven approach to resource allocation.										
Community forestry		2.5	7	Cofinancier			10.5	25	Primitive tribal group HHs	5 950	Base Case	14.2									
Production systems enhancement		5.0	14	Beneficiaries			3.4	8	Forest resident households	22 200	W/o timber value	13.5									
Health and nutrition		3.2	9	GOI/B/MP			4.8	12	<i>Of the total:</i>		Excluding health/ & empowerment	15.2									
Programme management		3.8	11	<u>Total</u>			<u>41.7</u>	<u>100</u>	Bihar	22 650	Delays in benefit by 2 years	12.5									
NGO support		4.2	11						MP	51 100	Costs increase by 10%	13.4									
Contingencies		5.3	15																		
Total		41.7	115																		

COSTS AND FINANCING

Programme Components by Year – Totals Including Contingencies (USD '000)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Total
A. Beneficiary-empowerment & capacity-bldg.									
Planning and management strengthening	13	106	259	503	794	851	636	479	3 641
Technical capacity-building	562	499	401	609	330	293	213	151	3 059
Subtotal	576	605	660	1 112	1 124	1 144	849	629	6 700
B. Livelihood-systems enhancement									
Land and water management	75	613	1 520	2 796	3 778	3 216	1 310	330	13 638
Community-based forest management	28	121	261	514	737	659	434	251	3,005
Production systems enhancement	109	192	425	877	1 267	1 520	1 079	428	5 897
Health and nutrition services	4	121	257	415	811	767	710	562	3 646
Subtotal	215	1 047	2 463	4 603	6 593	6 162	3 532	1 571	26 186
C. Programme management									
TDSs - PMU	267	255	181	271	286	336	205	145	1 944
TDS - DPIUs	330	249	223	344	250	359	259	265	2 280
NGO support	52	185	374	705	1 025	967	737	509	4,555
Subtotal	649	688	778	1 319	1 561	1 662	1 202	919	8 779
Total PROGRAMME COSTS	1 440	2 341	3 902	7 034	9 278	8 968	5 583	3 119	41 664

**Expenditures Accounts by Components
(USD '000)**

							<u>Programme Management</u>			Total
	Planning & Management Strengthenin	Technical Capacity Building	Land & Water Manageme	Comm'ty- Forest Management	Production System Enhancement	Health & Nutrition Services	TDSs - PMU	TDSs- PIUs	NGO Support	
I. Investment Costs										
A. Vehicles	65	-	-	-	-	305	89	144	-	603
B. Equipment	-	-	-	-	-	-	73	156	-	228
C. Training	1 214	1 204	-	-	255	435	410	116	235	3 869
D. Technical assistance	-	1 622	-	-	-	-	10	-	-	1 633
E. Materials and supplies	-	-	-	-	462	252	4	-	-	718
F. Research and studies	80	7	480	55	-	48	184	-	-	855
G. Investment funds	-	-	9 915	1 432	2 987	-	-	-	-	14 334
H. Community labour	-	-	1 049	1 021	730	-	-	-	-	2 800
I. NGOs and service providers	101	43	-	-	-	-	147	-	3 931	4 222
Total Investment Costs	1 460	2 878	11 444	2 509	4 434	1 040	917	416	4 165	29 262
II. Recurrent Costs										
A. Salaries and allowances	1 700	-	-	-	398	1 957	633	1 181	-	5 869
B. Operating and maintenance	137	-	10	-	135	242	216	449	-	1 188
Total Recurrent Costs	1 838	-	10	-	533	2 198	849	1 630	-	7 058
Total BASELINE COSTS	3 298	2 878	11 454	2 509	4 967	3 238	1 766	2 046	4 165	36 320
Physical contingencies	24	0	1 121	248	431	82	47	75	-	2 030
Inflation	1 344	559	4 268	1 035	2 048	1 368	539	652	1 557	13 370
Devaluation	-1 025	-379	-3 205	-787	-1 549	-1 043	-408	-493	-1 167	-10 056
Subtotal price contingencies	319	181	1 063	248	499	326	131	159	390	3 314
Total PROGRAMME COSTS	3 641	3 059	13 638	3 005	5 897	3 646	1 944	2 280	4 555	41 664
Taxes	101	68	1,210	175	417	107	85	95	228	2 486
Foreign Exchange	218	1 439	1,293	186	468	244	194	231	477	4 750





ORGANIZATION AND MANAGEMENT

A. Programme Organization, Executing Agencies and Coordination

1. The programme will be managed by involving community-based organizations, TDSs, PMUs, DPIUs, NGOs, and relevant line agencies belonging to the Government of both states. At the government level, a monitoring cell will be established in the Ministry of Social Justice and Empowerment that will monitor the overall performance of the programme and facilitate exchange of experience between the two states. At the state level, the Department of Scheduled Tribe and Scheduled Caste Welfare will be the nodal agency for the proposed programme.

2. At the village level, the GS will be the basic unit for planning, coordinating and monitoring programme activities. The GS will decide the priorities, specify criteria for providing support to individual households and various interest groups, and approve the perspective and annual plans for the development of the village. A programme executive committee (PEC) will be established by the GS, which will be responsible for consolidating the various schemes proposed, scrutinizing them, working out the financial details of the schemes/programmes proposed, consolidating and integrating all activities and devising a draft, village-wide plan for all developmental activities. Once the plan is prepared, it will be submitted to the GS. They will approve it, or make changes or ask its PEC to redraw the plans. The GS may establish technical committees — such as a watershed subcommittee, a CFM-EC, a village credit committee, etc. — as the need arises. These will include elected members and representatives of various users' groups; the volunteer animators may be invited also along with NGO field workers and other specialists from resource NGOs/line departments. Above the GS will be clusters of GSs established on a functional basis, (management of common watershed, management of a common forest, NTFP marketing, etc.). The GS, the various committees and the SHGs will be supported by village level animators and health workers.

3. Overall responsibility for programme implementation will lie with a TDS in each state, registered under the Societies Registration Act of 1860. It will act as an autonomous agency with its own financial rules and the required authorities to procure goods and services, enter into contracts with NGOs and provide grants and other rules and regulations required. The TDS board of directors comprises government representatives, beneficiaries and facilitating NGOs, with the proviso that the board will eventually have the majority of its members from among the beneficiaries. Under the society's umbrella, a PMU will be established that will have a professional management team discharging its functions. Below the PMU, two DPIUs will be established in each state.

4. The programme will bring together NGOs as partners for assisting grass-roots institutions in implementing their programmes. The TDS will select partner-facilitating NGOs that assist the GS in the overall implementation of the programme at the block level. One facilitating NGO will be contracted to work with communities in at least one MWS. These NGOs will be supported by resource NGOs and/or other private-service providers and line departments for specific technical support and other areas as per the needs expressed by the GS.

5. At the district level, the district project coordination committee (DPCC) will be established under the chairmanship of the district collector, which will meet at least once in a quarter. In each state, a state level programme coordination committee will be formed. This committee will be chaired by the principal secretary for the tribal welfare and will have representatives from finance, women's development, watershed mission, veterinary, aquaculture, public health and other relevant line departments.



B. Implementation Arrangements and Flow of Funds

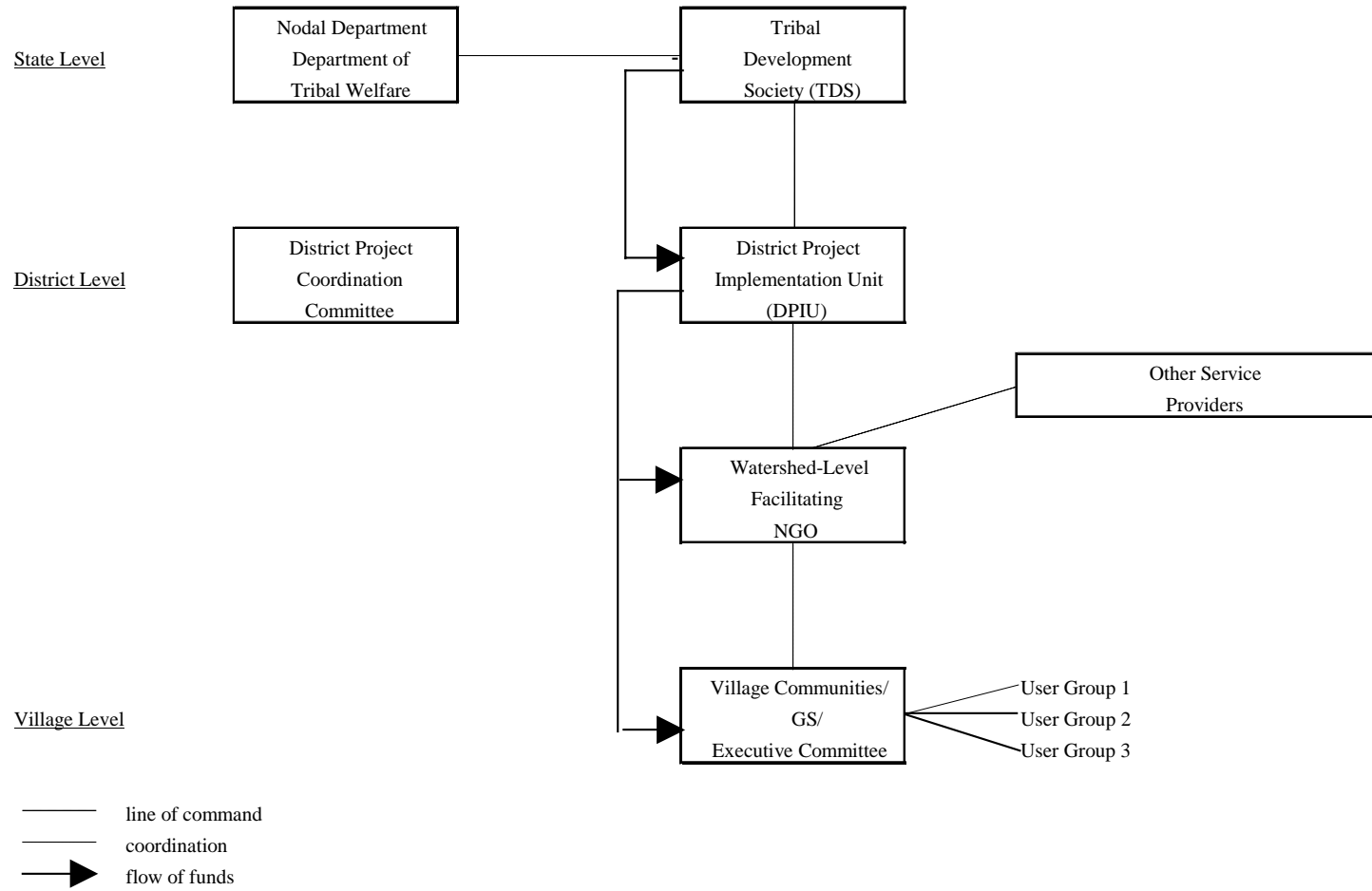
6. The MWS will be the basic unit for the physical planning of overall interventions. In order to address the programme's equity and gender concerns, local level physical planning will not be the first task undertaken; rather, after the awareness-building and the training on legal rights of the tribals and women, village animators, supported by the NGO supervisors, will, through intensive PRA exercises, begin identifying the poor, marginal farmers and women, in order to ensure that these groups begin gaining self-confidence. In this way, they will be better equipped to participate more effectively in the GS forum.

7. The planning process will be iterative, following a sequence of activities with the aim of drawing up a GS resources management plan (GSRMP), once overall consensus has been reached. Appropriate negotiations will take place concerning the use of natural resources and funds to be requested under the programme. The GSRMP will be considered a flexible framework that can be modified as needed in light of experience and periodic reviews. All infrastructure works will be undertaken by the members of the community living within the watershed. Local resource persons will be sought and trained, and where necessary, supported by outside skills. Under this arrangement, the PEC will enter into a contract with the DPIU to implement the works. The NGO(s) will act as a resource base, providing the training and technical expertise that may be lacking within the target watershed by either tapping local expertise or, when not available, facilitating the temporary import of external support.

8. After appropriate awareness-raising and community motivation, the FFS will be implemented by self-selecting groups of farmers, the "Technology Groups". They will be assisted by partner NGOs and DPIUs that will act as facilitators. They will bring in additional resources the groups require, organizing and providing training to the groups, providing logistical support and assisting them in accessing inputs and linking the groups with research institutions. The community-based forestry management initiative will also be implemented by user groups of forest resources, identified through the PRA exercise and assembled into a CFM committee (CFMC). Members of the CFMC will thus undertake microplanning and forest treatment works themselves under the supervision of the CFMC-EC. Beneficiary groups supported by resource NGOs and line departments will implement the livestock and fishery sub-components. The health and nutrition sub-component will be implemented by specialized NGOs already working in the field of health and nutrition and contracted by TDSs specifically for this purpose.

9. Once having passed through the Government of India, the programme funds that form part of IFAD's loan, will be received by each TDS. State governments, in turn, will channel their share in funds directly to the TDS. The TDS will then release the funds to the DPIUs as per the proposed AWPB. The DPIU will release the funds related to the NGO capacity-building and overhead costs directly to the NGOs. The funds earmarked for the activities to be undertaken by the communities will be released to the PEC. The communities will directly operate three such funds: the land and water management fund the community-based forest management fund; and the village credit fund.

PROGRAMME MANAGEMENT FRAMEWORK





ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS

A. Beneficiaries

1. The programme will benefit an estimated 74 000 households in about 1 370 natural villages, including about 170 PTG villages and about 390 forestry villages. Of these, nearly 51 000 households are located in MP and over 22 600 in Bihar. With an estimated average household size of five, there will be about 370 000 beneficiaries. About 5 950 households — 4 900 in MP and 1 050 in Bihar — will come from the PTGs.

B. Production

2. Since the programme is demand-driven, any estimate of production impacts is only notional. On the basis of the likely changes in crop production, however, potential food production impact, as a result of the indicative programme activities, has been estimated. The potential increase in grain production is substantial (6 430 t), since yields improve and crop switching occurs in response to better moisture and soil conditions. A large anticipated increment in vegetable production (5 140 t) is expected to result from better soil moisture. Similarly, goat and chicken meat production are expected to increase by 4 100 and 1 400 t, respectively.

C. Financial Analyses

3. The impact of the programme at the watershed and household levels is illustrated by a number of models. In general, the activity models for fisheries, livestock and on-farm forestry suggest reasonably good returns from the beneficiary point of view. Returns to labour seem especially high but this reflects the absence of investment and start-up costs in the calculation. Rates of return that integrate investment and labour costs suggest a range from 24 to over 100%.

4. The rural engineering and forestry activities proposed under the programme are expected to generate temporary employment equivalent to about 6.9 million and 12.2 million workdays during the eight-year implementation period. In other words, when combined they generate about 2.4 million workdays annually. Taken together, these generate an average of about 33 workdays per year, per household during the programme implementation phase. In addition, over 280 000 workdays will be added by the self-employment opportunities created under the credit-financed activities. Thus, there are approximately 1 930 workdays per watershed or about 350 workdays per village per year.

5. Programme benefits may also arise in numerous, intangible ways as well. The programme will inculcate a strong savings habit among the tribal populations and develop easily accessible community-based financial services. This will significantly reduce the dependence of tribal populations on local moneylenders. Women SHGs are expected to become the centre of credit activities highlighting the management capability of women and enhancing the credibility of women as partners in the development process. Furthermore, the participatory planning process and the inclusion of women in community institutions will draw more women into the village's public life, giving them a voice in community affairs. It will also emphasize the emergence of effective village institutions that are capable of sustaining the development process. Benefits may also arise from reduced damages to cropped land during heavy rainfall or, as embankments erode, wider and wider gullies will be created. The retention of water within the useful soil horizon and over much longer periods will increase opportunities for wet and dry season cropping. By having a substantive effect on



food production, the programme will reduce incentives to overexploit NTFPs.

D. Economic Analyses

6. The economic viability of the programme has been evaluated over a 20-year period to reflect the economic life of the major programme investments. A standard conversion factor (SCF) of 0.9 has been used. In addition, all price contingencies have been ignored and taxes have been netted out of the cost total through the use of the SCF. Physical contingencies have been included over a 20-year planning period and the economic rate of return is estimated to be 14.2%. While this rate is not especially high, it represents a reasonably good return for a situation in which capacity-building is a primary focus.

7. To gain some understanding of how sensitive the results are, a set of sensitivity cases were analysed. For example, the base case analysis considers the full 50-year rotation period assumed in the financial model for the harvesting of timber from community forests. This was addressed by including a "salvage value" at the end of the programme's 20-year life, calculated as the present value of the net benefit stream after this period using a 12% discount rate. When not included, the ERR falls to 13.5%. The analyses also shows that if adoption or take-up rates for the programme's production activities are lower than expected (by 10%), then the ERR will not be greatly affected (13.5%). Similarly, if all benefits are delayed by two years, the ERR does not decline dramatically. Finally, ignoring the costs of the capacity-building and health sub-components, the ERR rises to 15.2 %.

E. Equity

8. In addition to "economic efficiency" considerations, as captured in the economic rate of return analysis, the programme will also have important distributional impacts. Preliminary analyses shows that the headloaders and the landless households that depend upon common grazing land for livestock rearing may be adversely affected through community forestry and conservation-related activities. Similarly, women may become losers if the bunded land is converted into paddy fields. A shift to cash crops may reduce the household food security and may affect women and children more severely. But interventions related to drinking water and fodder cultivation may help women to reduce their workload. The rural finance component will mostly help women to improve their income-earning potential and enhance their status within the household and community.

9. Considering the potential adverse effect upon the poorest and other disadvantaged, the programme will consciously target certain income-generating activities, such as fisheries, poultry, tree nurseries, and off-farm activities to them. In addition, the SHG promotion programme will prioritize the involvement of the landless. The creation of wage employment opportunities through the development of watersheds will act as a safety net, at least in the initial years, for the headloaders and those depending solely on forest produce for their livelihood. In view of the dynamic nature of the impact of the programme on distributional justice, it is suggested that the analyses of equity implications be expanded and updated during programme implementation as a guide for designing and implementing mitigative measures.